

# **l'Occident** de **défense de**

---

**Maurice BARDECHE :**

**La guerre et la paix**

●

**Pierre PAUTY :**

**La balance des forces militaires en Europe**

●

**Michel PELTIER :**

**Politique : De la pensée aux affaires**

●

**Charles DE GUIBERT :**

**Le Canal Royal du Languedoc**

●

**Robert VICTOR :**

**Comptes et Légendes d'Extrême-Orient**

---



## **UN COMMUNIQUÉ**

### **de "L'UNION DES INTELLECTUELS INDÉPENDANTS"**

« L'Union des Intellectuels Indépendants a pris connaissance de l'inculpation de M. Jean-Marie LE PEN par le magistrat chargé d'instruire l'information ouverte contre lui par le parquet de Nantes sur la plainte en provocation à la discrimination raciale déposée par le M. R. A. P. en raison du placardage, en avril et en mai dernier, d'affiches du Front National où l'on pouvait lire : « Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés de trop, la France et les Français d'abord ».

« L'Union des Intellectuels Indépendants, sans porter de jugement sur l'opinion exprimée ainsi, dénonce l'atteinte à la liberté d'expression que peut permettre l'interprétation de la loi du 1er juillet 1972. »

« Elle souhaite en conséquence que le Parlement apporte les réformes nécessaires à cette loi de manière à respecter la lettre et l'esprit de la Constitution de 1958 qui garantit la liberté d'expression. »

*Nous nous associons pleinement à cette protestation et à ce vœu, comme l'ont déjà fait Rivarol, Le Monde et la Vie, le Parti des Forces Nouvelles ainsi que d'autres groupements et publications.*



# Défense de l'Occident

Revue Mensuelle — Nouvelle Série — 28<sup>e</sup> Année

JANVIER - FEVRIER 1980 — N° 171

---

## SOMMAIRE

- Maurice BARDECHE : *La guerre et la paix* .. 3
- Pierre PAUTY :  
*La balance des forces militaires en Europe* .. .. 11
- Michel PELTIER :  
*Politique : De la pensée aux affaires* .. . . . . 20
- Dr J. MOTS :  
*Dix années de formation sacerdotale aux Pays-Bas* 30
- Gilbert GUISLAIN :  
*Généalogie et avenir du nationalisme* .. . . . . 36
- 
- Robert VICTOR : *Comptes et légendes d'Extrême-Orient - I. Les Chinois d'Indochine* .. . . . . 41
- Charles DE GUIBERT :  
*Le Canal Royal du Languedoc* .. . . . . 54
- Henning VON LOWIS :  
*Le Mozambique, seconde RDA* .. . . . . 72
- 
- LES LIVRES DU MOIS :  
Paul RASSINIER, *Le mensonge d'Ulysse et Ulysse trahi par les siens* (réédition) — Robert BRASILLACH, *En Angleterre et en Italie* .. .. 77
- 

Nouvelle adresse : B.P. 97, 75962 Paris-Cedex 20 - C.C.P. 65 35 65 Paris



# BULLETIN D'ABONNEMENT

---

Veillez m'inscrire pour un abonnement  
à votre REVUE DEFENSE DE L'OCCIDENT

à partir du N° .....

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

*Signature :*

Prix du numéro .. . . . .	10 F.
Abonnements — 1 an (10 numéros) .. . . .	85 F.
Etranger — 1 an (10 numéros) . . . . .	95 F.
<i>Abonnement spécial étudiants, lycéens, travailleurs sans emploi</i> .. . . .	45 F.
Abonnement de soutien .. . . . .	100 F.

Paiement par mandat, chèque bancaire ou virement postal

adressé à « *Défense de l'Occident* »

B. P. 97, 75962 PARIS CEDEX 20

C. C. P. 65-35-65 PARIS



# La Guerre et la Paix

Le mouton Carter devient enragé : il s'aperçoit avec stupeur que l'URSS n'est pas un grand pays démocratique respectueux du droit des gens. Tous les pays « civilisés » s'indignent, le tiers monde se joint à la coalition des moralistes. La droite exulte, c'est une grande victoire *morale* de l'Occident. Le petit Jimmy Carter qu'on regardait comme un sot devient le David du monde libre. Il achète des bases à tour de bras, dont la marine américaine pourra se servir dans deux ou trois ans. On plante des petits drapeaux sur les cartes, on est rassuré par ce cordon sanitaire de papier. Bien. Il est rassurant, en effet, que les Etats-Unis se réveillent, qu'ils cessent enfin de considérer toutes les entreprises de l'URSS comme des piqûres d'épingle qui n'entament pas leur peau de rhinocéros. Mais il est fort peu rassurant, en revanche, que cette généreuse unanimité de la galerie ressemble un peu trop à ce que nous avons connu en 1939. Se battre pour rester libre, oui. Mais où est la frontière de la liberté ? « Mourir pour Dantzig » en 1940, « mourir pour Kalbout » en 1980 ? Toujours la « guerre du droit ». Qui camoufle quoi ?

Tout serait plus simple, assurément, si nous n'avions pas perdu trente-cinq ans en palabres, si l'Europe était aujourd'hui une citadelle assez forte pour choisir son propre destin. Mais ce n'est pas le cas. L'Europe n'est rien d'autre pour l'instant qu'une tête de pont dont la barrière est constituée par les fusées des Etats-Unis. Faire partie de l'OTAN



ou n'en pas faire partie n'est qu'un verbiage juridique. Si le verrou saute, l'inondation se répandra partout. Ce n'est pas en brandissant notre carte du syndicat des non-alignés que nous parviendrons à l'arrêter. Les États européens sont tous pour le moment, sous protectorat américain, qu'ils fassent partie de l'OTAN ou non. Mais ils ont, pour le moment aussi, une chance, c'est de ne pas se trouver sur le théâtre des opérations.

C'est un hasard qu'il en soit ainsi. Le danger immédiat pour l'Europe n'était pas à Kaboul, mais à Belgrade. Les événements vont si vite que cette phrase que j'écris aujourd'hui ne sera peut-être plus vraie dans dix jours quand on la lira. Mais pour l'instant, il semble évident que le retentissement de l'opération afghane nous assure un répit pour l'opération yougoslave. Un répit seulement. Et un répit que notre résolution seule peut rendre durable. Car il faut que nous soyons prêts à mourir pour quelque chose : non pas pour le droit ou pour la morale, danseuses trop coûteuses, mais pour notre liberté.

Car c'est là probablement notre véritable protection. Et nous avons à nous demander alors quelles sont les conséquences, quelles sont les applications du choix en apparence contradictoire que nous avons à faire entre le refus de participer à une troisième « guerre du droit » aussi douteuse et aussi vaine que les précédentes et notre résolution de défendre notre liberté par tous les moyens qui seront à notre disposition.

C'est le problème qui s'est posé à Munich en 1938, qui s'est posé pour Dantzig en 1939 et il est indispensable de l'affronter à la fois comme problème moral et comme problème politique.

Comme problème moral, il est simple et clair. Il n'y a pas de « guerre du droit », il n'y en a jamais eu, il n'y a que des guerres de religion ou des guerres d'intérêts. La guerre de 1914 avait pour objectif réel d'abattre l'hégémonie des Empires Centraux et pour camouflage le triomphe mondial de la démocratie. La guerre de 1939 avait pour objectif l'élimination d'un régime autoritaire antisémite et pour



camouflage l'instauration d'une moralité internationale qui devait imposer aux nations des normes de bonne conduite interdisant d'être « maître chez soi ». La guerre à laquelle on cherche à nous préparer repose sur la même présentation hypocrite. L'objectif réel est le contrôle de toute la politique mondiale disputée présentement entre le camp à direction communiste et le camp à direction juive : le camouflage est la présentation de cette guerre comme une croisade pour la liberté. Il est évident qu'une telle guerre dont le prix serait l'extermination d'une partie de la population mondiale, ne nous intéresse pas et que nous devons chercher à ne pas nous y trouver entraînés : car nous ne voulons pas d'une domination communiste, mais nous ne sommes pas disposés à accepter un holocauste universel et une destruction effroyable pour assurer une domination juive.

Ce qui est embarrassant dans cette affaire est le camouflage choisi. Mais les termes mêmes nous avertissent et provoquent notre défiance. La croisade pour la liberté nous importe peu, car la plupart des peuples du monde, les événements nous en instruisent chaque jour, sont incapables de se servir de la liberté. Ce n'est donc pas la liberté des peuples qui peut nous mobiliser, mais seulement notre propre liberté. Est-elle assurée au mieux avec certitude par une croisade pour la liberté ? Dont nous connaissons seulement le prix effroyable qu'elle coûtera et dont nous ne pouvons pas connaître le résultat : et surtout la forme dans un monde qu'il faudra reconstruire sous la direction des technocrates et avec l'aide des ordinateurs.

Le problème moral est donc facilement résolu par notre méfiance et notre abstention. Mais il n'en est pas de même du problème politique dont les termes nous montrent immédiatement combien notre initiative et même notre liberté de choix sont limitées et précaires.

Car le dilemme de nos protecteurs, même si nous sommes certains de leur désintéressement et de leur sympathie, ne peut être que celui-ci : ou vous êtes participant de notre croisade pour la liberté et votre liberté est protégée du même coup, ou vous ne participez pas effectivement à cette croi-



sade et nous ne pouvons vous garantir la protection de votre liberté. Il n'y a rien à opposer à cette expression réaliste et légitime du donnant-donnant. Mais il n'est pas superflu d'examiner son contenu réel.

Le premier terme du dilemme, celui qui nous assure notre protection, peut avoir comme première conséquence de nous plonger d'emblée dans une guerre d'extermination. En revanche, quelle est le degré de protection qui nous est assuré ? Nous ne pouvons pas le prévoir et le mesurer puisque tout dépendrait en fait, en cas d'attaque sur le front européen, du choix que feront les Soviétiques sur le mode et les limites de leur agression. On peut supposer et même présumer qu'ils mèneraient d'abord une guerre conventionnelle pour profiter de leur supériorité en armes de ce type. Il est peu probable que les divisions américaines stationnées en Europe, même avec l'appui des armées européennes, puissent résister au choc de la ruée des blindés soviétiques. Les Américains feront-ils usage, et à partir de quel moment, des armes atomiques tactiques ? Ce serait la seule manière efficace de défendre le territoire de la tête de pont européenne. Mais la réplique est l'usage des mêmes armes non seulement contre les troupes en opération, mais sur leurs arrières et leurs voies de communication. La précision des nouvelles armes soviétiques rend une telle réplique possible sans qu'elle entraîne la destruction de villes entières par la bombe atomique. Les destructions et les pertes n'en seraient pas moins immenses, car une bombe atomique conserve un rayon d'anéantissement redoutable, même si elle est dirigée sur un objectif « militaire » précis. Nous sommes donc alors ou abandonnés à notre destin, si les troupes américaines se replient pour éviter la mise en marche de l'engrenage atomique ou exposés à d'effroyables pertes en vies humaines et en potentiel de survie, sans être sûrs pour autant que l'avance soviétique sera stoppée et que nous échapperons à l'occupation et éventuellement à la reconquête. Que restera-t-il des peuples de la presqu'île européenne et de leurs pays eux-mêmes après cette catastrophe, dans quelles conditions se fera la reconstruction et avec quels rationnements inévitables de cette fameuse liberté pour laquelle nous aurons tout perdu ?



Faut-il examiner l'hypothèse d'une apocalypse atomique brutale et soudaine ? Je n'y crois pas du tout. Malgré la précision donnée aujourd'hui aux vecteurs, ce cataclysme serait un suicide pour les deux pays qui le déclancheraient. La paralysie des géants est aujourd'hui comme hier la conséquence de la bombe atomique. La menace de ce duel à mort est l'élément permanent d'un poker que les super-puissances jouent entre elles depuis vingt ans. Mais personne ne se soucie d'abattre ses cartes. La politique de l'URSS a consisté constamment depuis la « détente » à échapper à la paralysie des géants sans jamais risquer une guerre mondiale.

Quelle est donc la situation actuelle ? Eh bien, c'est celle qui existait hier, avec cette différence seulement que la fin de la politique de la détente retire à l'URSS un moyen d'action dont elle avait été seule à tirer profit. Les guerres limitées et lointaines par champions interposés continueront, elles sont le seul mode d'affrontement qui reste permis aux grandes puissances de l'époque contemporaine. Et toute la politique des nations européennes doit tendre d'abord à ce que ces guerres limitées ne se rapprochent pas dangereusement de la presqu'île européenne ou n'aient pas pour résultat de la transformer en une place assiégée privée de son ravitaillement.

Le premier de ces résultats ne dépend pas de nous seuls, mais il doit rester un objectif fondamental de la politique des nations d'Europe. Cette politique exige autant de résolution vis à vis de toutes les formes que peut prendre l'initiative communiste que de courage vis à vis de nos alliés américains. Nous devons dire « non » à la guerre et à ceux qui poussent étourdiment à cette guerre ou qui en préparent les conditions psychologiques. Mais nous devons nous opposer tout aussi énergiquement aux pressions, au chantage et aux diverses formes d'infiltration ou d'affaiblissement. Nous ne devons pas oublier, en particulier, que les entreprises de l'URSS sur l'Europe ne seront pas nécessairement des entreprises militaires. L'URSS n'a pas intérêt à déclancher une guerre-éclair sur l'Europe qui risque de dégénérer en guerre mondiale, même si le président des États-Unis hésite à mettre en jeu la survie de son propre pays pour assurer la



survie de l'Europe. Une telle guerre poserait de graves problèmes d'occupation, de contamination et probablement de résistance. L'URSS a intérêt à paralyser l'Europe, comme les araignées paralysent leur proie, à s'en nourrir en lui conservant les conditions économiques de la rentabilité sans lui permettre d'avoir les moyens de l'indépendance. C'est cette anesthésie politique de l'Europe qui est son véritable objectif. Et cette opération peut avoir lieu par trois stades d'insensibilisation progressifs, de plus ou moins longue durée, qui sont la neutralisation, la finlandisation, et enfin la satellisation. Défendre les nations européennes contre cet engourdissement progressif de l'Europe est une tâche aussi importante que de leur assurer une couverture militaire suffisante.

La presqu'île Europe n'appartient pas au continent soviétique, mais elle n'appartient pas non plus au continent américain. Tant qu'elle sera une presqu'île faible et vulnérable, elle ne doit pas être exposée seule à l'intimidation et à la terreur, mais elle n'a pas à faire non plus les guerres décidées à Washington. La souveraineté d'un Etat, c'est avant tout le pouvoir de décider seul de la guerre ou de la paix. Toute politique d'alliance repose sur un choix dramatique : aucune alliance ne protège si elle peut être mise en question, mais toute alliance est suicidaire si un pays s'en remet à d'autres de décider de sa vie ou de sa mort. L'expérience de 1939 devrait nous avoir appris à jamais qu'une alliance peut devenir l'instrument de la plus effroyable escroquerie dont un peuple puisse être victime. Rien ne nous obligeait à déclarer inutilement une guerre inutile. Ne recommençons pas. Il ne fallait pas faire une guerre pour Dantzig : il ne faut pas jouer le sort du monde et avant tout le nôtre pour Kaboul, qui n'est en réalité qu'une manière de dire Tel-Aviv. Que les Juifs se soumettent à leur destin et qu'ils ne comptent pas sur nous pour payer avec eux le prix de leur orgueil et de leur obstination. La cause d'Israël n'est pas notre cause : ne nous laissons pas envelopper dans ce filet.

Mais si ce droit de disposer de nous-mêmes doit être inébranlablement maintenu, ne laissons aucun doute sur la solidité du front commun dans toute action qui n'implique pas un péril mortel. Accepter la protection des divisions amé-



ricaines ne doit pas entraîner une abdication de notre droit ultime de décision, mais nous crée un devoir de loyauté et de fidélité dans l'action diplomatique. Nous devons être conscients que nous serons d'autant mieux protégés que le cordon sanitaire sera plus solide. Dans toute initiative de *containment* ou de sanction, nous devons être aux côtés des Etats-Unis. Même si ces sanctions nous paraissent vaines. Et certes, il n'y a pas beaucoup d'illusion à le faire sur celles qu'on nous propose. On n'arrête pas un homme armé en lui lançant des pommes cuites. Mais on n'arrête pas non plus une division blindée en parachutant quinze cents *marines* sur Kaboul. Alors ? Justement, parce qu'il s'agit d'autre chose, notre place est dans le défilé, à côté des autres. Justement parce que c'est une protestation et qu'on ne peut rien d'autre pour l'instant, elle doit être unanime. Le « secret du roi » c'était bon au temps où la France dominait l'Europe par sa puissance, son armée, le chiffre de sa population. Mais nous ne sommes plus au temps du roi Louis XV. La France est devenue un petit pays qui ne peut pas s'offrir le luxe d'une politique de double jeu. Sans haine contre la Russie, sans excès inutiles, sans déclarations prétentieuses, mais aussi sans peur et sans défaillance, nous devons être à notre place dans le front de ceux qui s'opposent à l'impérialisme soviétique. Toute finesse est niaiserie quand la présence seule est un acte, le seul qui soit possible pour l'instant. Fidélité aux obligations morales de l'alliance : oui. Mais participation à une troisième guerre mondiale pour des principes : non. Les nations d'Europe ne doivent se battre que sur le territoire européen en cas d'invasion du territoire européen.

C'est injuste. Car nous attendons des Etats-Unis qu'ils soient prêts à se battre sur un territoire non américain sans aucune menace d'invasion du territoire américain. C'est injuste, mais c'est ainsi. Car les Etats-Unis, en tant que « grande puissance », comme l'URSS, ont un devoir de protection lointaine. Cette protection de leur « zone », s'ils ne l'assurent pas, ils abdiquent leur rang de grande puissance. Les Etats-Unis doivent se battre sur l'Elbe parce que leur frontière de grande puissance passe sur l'Elbe : car, s'ils perdent l'Europe, ils seront dans trente ans les vaincus



de la prochaine guerre. Et ils doivent se battre pour l'Iran parce que le pétrole de l'Iran est indispensable à leur puissance militaire. Dans la mappemonde des fusées, il n'y a plus de doctrine de Monroë. Il y a seulement des grandes puissances qui ont des nécessités stratégiques qu'elles présentent comme des obligations morales. Et il y a des puissances détrônées qui ont perdu leurs apanages et leurs vassaux et qui n'ont plus rien à défendre que leurs foyers et leurs murailles. Et c'est notre cas.

Maurice BARDECHE.



## La balance des forces militaires en Europe

*Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'une étude remarquablement documentée parue dans le N° de juillet du journal mensuel Militant dirigé par Pierre Pauty. Nos lecteurs y trouveront, exposés d'une façon très claire, les différents chiffres concernant l'armement et les effectifs des troupes de l'alliance atlantique et de celles du pacte de Varsovie, résumés dans le tableau qui suit et commentés par l'extrait que nous donnons.*

EN EUROPE ET EN TURQUIE (Forces classiques et effectifs)			
	ALLIANCE ATLANTIQUE	PACTE DE VARSOVIE	
Effectifs totaux	3.000.000 (300.000 USA)	3.800.000 (2.700.000 URSS)	+ 26 %
Avions d'interception	646	3.300 (1.900 URSS)	x 5
Engins S. A.	1.100	10.000 (8.000 URSS)	x 9
Nombre de divisions	85 (4 USA)	185 (125 URSS)	x 2
Nombre de chars	18.000 (3.000 USA)	52.000 (37.000 URSS)	x 3
Pièces d'artillerie	8.000 (1.000 USA)	28.000 (22.700 URSS)	x 3,5
Avions de combat de l'Armée de l'Air	3.600 (400 USA)	8.600 (6.000 URSS)	x 2,5

Il résulte de ce tableau, commente Pierre Pauty, que la supériorité des forces communistes est très accentuée sur le théâtre d'opérations européen. Elle comporte en effet :

- Un quart d'effectifs en plus.
- Cinq fois plus d'avions d'interception.
- Neuf fois plus de missiles antiaériens.
- Deux fois plus de divisions de combat.



- Trois fois plus de chars.
- Trois fois et demi plus d'artillerie.
- Deux fois et demi plus d'avions de combat.

### *Quelques détails sur les armées communistes*

Les armées communistes sont des armées de conscription, la durée du service y variant de dix-huit mois à trois ans selon les armes et les Etats. La préparation militaire y joue un rôle très important, ne se contentant pas d'initier les jeunes gens au métier des armes, mais étant également chargée du maintien en condition des réserves et des tâches de protection civile.

Par voie de mobilisation, les effectifs du temps de paix peuvent être au moins triplés, le nombre des unités de combat doublé, de nombreuses unités de « milice populaire » pouvant par ailleurs être mises sur pied. A titre d'indication, signalons que l'URSS dispose de quelque cinquante millions de réservistes instruits (tous les hommes de dix-huit à cinquante ans reconnus aptes).

A la différence de ce qui se passe en Occident où le service militaire n'est trop souvent qu'une parenthèse dans la vie du citoyen, l'instruction militaire est prise en compte dans la délivrance des diplômes d'enseignement supérieur, tous les étudiants étant astreints à suivre des cours de préparation militaire aux fins de devenir officiers de réserve.

Le corps des officiers d'active est très nombreux (600.000 membres pour une armée de 3.600.000 hommes en URSS), il est également très compétent.

L'organisation de l'Armée de Terre est très simple, en dehors des unités paras dotées de structures spécifiques il n'existe que deux types de bataillons de combat : le bataillon de fusiliers mécanisés de quelque cinq cents hommes répartis en trois compagnies et le bataillon de chars à 31 engins. La combinaison de quatre de ces bataillons — trois de fusiliers et un de chars ou inversement — donne soit des régiments de fusiliers mécanisés interarmes, soit des régi-



ments de chars, la combinaison de quatre de ces régiments donnant soit des divisions mécanisées, soit des divisions blindées.

*La standardisation des matériels est très poussée, c'est ainsi qu'avec un châssis de char bulgare, un moteur de char polonais et une tourelle de char hongrois, on reconstitue un char soviétique. Les calibres de munitions sont les mêmes. De la sorte on obtient des coûts de production très bas et les problèmes de logistique sont simplifiés au maximum.*

*Le nombre des divisions de combat est très élevé, on constate en effet qu'avec 300.000 hommes l'U. S. Army n'en aligne que 16 alors que l'Armée Soviétique, avec 3.800.000 hommes, en compte 169. Une telle situation s'explique sans doute par le fait qu'il existe trois catégories d'unités dans cette dernière : catégorie I à 100 % des effectifs, II à 70 %, III à 30 % seulement. Par le fait aussi que les divisions soviétiques ne comptent que de 11 à 13.000 hommes contre 17 à 18.000 dans les divisions américaines. Il ne faudrait pas en conclure pour autant à un moindre potentiel des premières : égales en mobilité et en puissance de choc, elles sont même supérieures en puissance de feu. Armée toute en nerfs et en muscles, l'Armée Soviétique a des services beaucoup moins étoffés que ceux des armées occidentales — et ce à tous les échelons — c'est la raison essentielle du nombre considérable de divisions de combat qu'elle est en mesure d'aligner.*

*Les matériels sont de grande qualité, très robustes et très fiables. Les moteurs de chars fonctionnent au gaz-oil, mais, généralement polyvalents, ils peuvent aussi utiliser d'autres types de carburants. Tous les véhicules de combat sont amphibies.*

*L'instruction est très poussée et très réaliste, les manœuvres se déroulant en ambiance chimique et nucléaire.*

## UN BLITZKRIEG ATOMIQUE

*La doctrine d'emploi est résolument nucléaire, chimique et offensive. En plus de ses obusiers et canons classiques*



tractés ou automoteurs, chaque division soviétique dispose d'un groupe de 24 lance-roquettes multiples et de quatre rampes atomiques tactiques. En outre elle possède un bataillon NBC — nucléaire, bactériologique, chimique — capable de décontaminer la totalité de l'effectif en quatre heures.

Outre leur huit divisions paras au matériel entièrement parachutable (y compris les chars légers de 7 tonnes), les troupes aéroportées soviétiques possèdent des unités spéciales dites de « flécheurs » spécialisées dans l'attaque directe sur objectif : sautant de 7 ou 8.000 mètres d'altitude avec des parachutes à ouverture commandée, elles n'ouvrent ces derniers qu'à 200 m. du sol environ surprenant ainsi totalement l'adversaire.

Suite aux premières bordées nucléaires, ces unités seraient larguées sur les points sensibles ayant échappé à l'anéantissement (Q. G., bases atomiques, centrales électriques, etc...) afin de paralyser l'ennemi en ses centres nerveux.

Une offensive mécanisée massive suivrait qui submergerait tout sans se soucier des éventuels points de résistance, lesquels seraient « traités » à l'artillerie et au gaz en dessous du bataillon, au projectile nucléaire pour le bataillon (cinq cents hommes) et les unités d'importance supérieure.

Des bataillons du génie spécialisés dans la pose des pipe-lines permettraient d'assurer un ravitaillement en carburant ininterrompu, rendant possibles des étapes journalières moyennes de l'ordre de 80 km (le Rhin serait atteint en trois jours et Paris en dix).

Ajoutons que le *service de renseignement soviétique* (le G. R. U. et non le K. G. B. qui est un service de sécurité intérieur) est probablement le meilleur du monde et que les unités soviétiques de premier échelon connaissent déjà parfaitement les itinéraires qu'elles auraient à emprunter ainsi que les terrains sur lesquels elles auraient à opérer.

La *protection civile* est très au point et les experts américains eux-mêmes reconnaissent qu'un conflit nucléaire



tueraient 45 % de la population américaine contre 5 % de la population soviétique seulement, pertes inférieures donc à celles de la dernière guerre où leur pourcentage fut de l'ordre de 10 %.

### POSSIBILITES ACCRUES DE CONFLIT

L'étendue de l'URSS (22 millions de km<sup>2</sup>) est à la fois sa force et sa faiblesse. Sa force parce que tous les envahisseurs s'y sont perdus, mais sa faiblesse aussi du fait des difficultés de communications entre l'Est et l'Ouest. L'Allemagne a connu deux fois la guerre sur deux fronts, mais sur des théâtres d'opérations où elle disposait d'un réseau très dense de voies ferrées, de routes et d'autoroutes permettant des mouvements de troupes relativement aisés d'un front à l'autre.

En URSS, le réseau routier est très mauvais et il n'existe que deux voies ferrées permettant de joindre les régions extrême-orientales de l'Empire : le transsibérien et le transmongolien. La guerre sur deux fronts est donc inconcevable, aussi l'Etat-Major soviétique peut-il être tenté de liquider l'adversaire le plus vulnérable — à savoir l'Europe Occidentale — avant que la Chine ne représente pour lui une menace mortelle.

Par ailleurs, le budget militaire de l'URSS étant de trois fois supérieur proportionnellement à celui de l'Europe Occidentale (11 à 13 % du PNB au lieu de 3 à 4 %), le gouvernement soviétique ne pourra éternellement saigner à blanc ses peuples. Pour toutes ces raisons « *Aujourd'hui ou jamais* », telle peut bien être la tentation des dirigeants du Kremlin d'ici à 1985.

Pourquoi 1985 ? Parce que c'est à partir de cette date que les populations asiatiques deviendront majoritaires en Union Soviétique, d'où l'impératif de compenser ce déséquilibre par l'apport massif des blancs d'Europe.

Cet aspect généralement passé sous silence de la question n'est pourtant pas à négliger.



## LE ROLE DE L'EUROPE

Pour l'heure 83 % des missiles sous-marins, 98 % des missiles sol-sol et 94 % des bombardiers stratégiques de l'Alliance Atlantique sont américains, 40 % des chars et des pièces d'artillerie ainsi que 60 % des avions de combat également et l'éventuelle mise sur pied d'une Europe Confédérale ne changerait rien dans l'immédiat à une telle situation.

Précisons que la plupart de ces moyens sont stationnés outre-Atlantique, notamment les forces nucléaires stratégiques, que les forces classiques U. S. classiques stationnées en Europe sont relativement faibles (4 divisions seulement et 400 avions de combat) que les dépôts de matériels dont elles y disposent sont en revanche importants, mais que l'acheminement par la voie des airs des personnels permettant de mettre sur pied trois ou quatre divisions supplémentaires est assez problématiques. *Donc, la protection américaine est tout à la fois indispensable et aléatoire pour l'heure tant pour des raisons de distance que pour des raisons politiques.*

Qu'on retourne le problème comme on voudra, il est quand même anormal que 250 millions d'hommes disposant d'une technologie avancée soient incapables d'assumer par eux-mêmes l'essentiel de leur défense.

Globalement les effectifs des armées européennes devraient être majorés d'environ 20 %, étant entendu que l'effort ne devrait pas être le même pour des pays comme la France et la RFA qui ont déjà 500.000 hommes en armes que pour des pays comme la Grande-Bretagne qui n'en comptent qu'un peu plus de 300.000. Un effort devrait également être accompli du côté des réserves permettant comme dans les pays communistes un doublement du nombre des unités de combat et un triplement des effectifs d'active. Quant à la protection civile, tout reste à faire ou presque.

Les matériels classiques sont notoirement insuffisants, qu'il s'agisse des chars, des avions, de l'artillerie ou des engins antiaériens, en outre ils sont disparates. Une politique



de standardisation des matériels et des munitions à l'échelon européen est donc hautement souhaitable, mais l'est aussi l'augmentation des cadences de production. La France dont l'industrie automobile est la quatrième du monde construit annuellement 150 chars AMX 30 pour son armée. Est-ce normal si l'on songe qu'en 1944 l'industrie allemande en fabriqua 17.000 et qu'en 1977 l'industrie soviétique en a fabriqué au moins 10.000 ?

Les moyens nucléaires sont encore plus insuffisants notamment au plan stratégique puisque les deux nations nucléaires européennes — France et Grande-Bretagne — ne disposent d'aucun vecteur d'une portée supérieure à 3.000 km.

Aucune défense n'est concevable sans moyens nucléaires, sans matériels et sans effectifs suffisants. En dépit de ce que peuvent raconter les amateurs de stratégie-fiction, *il faut et des grosses bombes et des gros bataillons.*

N'oublions pas non plus que s'il faut envisager l'hypothèse d'un conflit généralisé, il faut aussi se préparer à celle d'un conflit classique limité. L'Europe devrait être en mesure de réaliser des opérations extérieures d'une certaine ampleur au cas où sa situation énergétique l'exigerait, d'où la nécessité pour elle de disposer d'un corps d'intervention ainsi que d'une marine et d'une aéronavale puissante avec des moyens de transport aérien et maritimes appropriés.

Pierre PAUTY.

\*  
\*\*

*Il est indispensable, toutefois, de corriger les chiffres avancés par Pierre Pauty en faisant connaître à nos lecteurs les arguments de ceux qui contestent non les chiffres produits, mais leur signification réelle. D'une enquête présentée par François Schlosser dans Le Nouvel Observateur du 10 décembre 1979, nous avons retiré l'impression suivante :*



1° Une grande partie des thèses de ceux qui contestent la valeur de ces chiffres est spécieuse. Tantôt ils reviennent à la vieille rangaine des « marchands de canons » organisant la panique dans l'intérêt de leur fructueuse industrie, tantôt ils prétendent montrer un parallélisme entre des campagnes « orchestrées » dans la presse mondiale sur le danger de l'impérialisme soviétique et la nécessité pressante pour le Pentagone, à de certaines dates, d'arracher au Sénat une augmentation du budget militaire américain. L'invasion de l'Afghanistan, postérieure à cet article, a montré la fragilité de pareilles spéculations.

2° La thèse la plus solide est celle qui consiste à apposer l'avance américaine dans le domaine de la qualité de l'armement à l'avance soviétique dans le domaine de la quantité. Nous avons relevé comme particulièrement intéressantes trois informations :

1° Si le nombre de fusées soviétiques est passé en 10 ans de 1500 à 2500 tandis que le nombre de fusées américaines régressait de 2300 à 2050, il faut corriger en mentionnant que, pendant le même temps, le nombre des ogives nucléaires américaines capables d'arriver jusqu'à l'URSS pour y porter une bombe atomique est passé de 4000 à plus de 9000, tandis que les soviétiques n'en possèdent encore que 5000, que d'autre part la miniaturisation et la précision des ogives porteuses américaines est très supérieur à celles des ogives soviétiques (d'après un rapport d'une commission du Sénat américain).

2° La marine soviétique est composée pour 20 % de bateaux « obsolètes » qui ne figurent que pour mémoire sur les statistiques et 50 % du reste a près de vingt ans d'âge, les porte-avions soviétiques sont très inférieurs en capacité et en moyens offensifs aux formidables mastodontes de la marine des Etats-Unis, enfin, une grande partie de la flotte soviétique est bloquée par les glaces plusieurs mois par an et ses itinéraires de sortie étant peu nombreux sont vulnérables.



3° Enfin sur les 50.000 blindés des forces du Pacte de Varsovie un nombre important sont des engins anciens dont le total fait illusion, mais dont on ne peut estimer exactement la capacité de balayage et de percée en face du matériel antichar moderne.

Ce sont là des éléments de pondération que nous avons tenu à présenter à nos lecteurs, mais qui nous paraissent, toutefois, constituer un dossier un peu mince.

---

Le numéro 107 de « Militant » (44, Quai de Jemmapes, 75010 PARIS) vient de paraître.

Au sommaire : Le temps des barbares, la Droite Nationale à la recherche de l'Unité, la France désarmée, quel libéralisme ?, le Communisme peut-il ne pas être stalinien ?, quelques vérités sur l'avortement, l'enchanteur pourrissant, la fin du règne, l'absolutisme de la médiocrité.

---



## POLITIQUE : DE LA PENSÉE AUX AFFAIRES

« Tout ce qui est de la *politique pratique*  
« est nécessairement *superficiel*.

Paul Valéry

*Regards sur le monde actuel.*

Jusqu'à ce que le Second Empire devienne libéral, il était encore possible de parler de *pensée politique* en ce sens que les théoriciens possédaient toujours une influence soit directe, soit indirecte mais sensible sur l'*action politique*. Avec l'apparition du suffrage universel, ce sont les *tribuns* qui s'emparent du pouvoir car, ainsi que le dit pertinemment Jules Monnerot (*Inquisitions*, J. Corti, 1974) ce type de suffrage « change les conditions réelles de l'accession au pouvoir ». Ces tribuns doivent alors, et au jour le jour, improviser sur des thèmes immédiatement assimilables par les foules s'ils veulent être élus et demeurer en place. Or, qu'il s'agisse de Machiavel, de Locke, de Montesquieu, de Maistre, de St Simon, de Tocqueville, de Proudhon ou de Marx, il faut, pour *paraître* les rendre accessibles à tous, en vulgariser la pensée, en effacer l'aspect philosophique ou scientifique, la réduire à quelques thèmes « populaires », la schématiser. Dès 1871, il n'est plus question de contrôler le suffrage universel ; c'est le début du long règne des Gambetta, c'est-à-dire d'hommes capables de tenir un auditoire-électorat immense avec des idées et des mots simples, pour ne pas dire simplistes.

Nous avons choisi le nom de Gambetta parce que celui-ci figure à nos yeux le type même du démogogue stérile sur le plan de la pensée politique, de l'opportuniste classique, et qu'il est, surtout, un « maître d'école » dont les disciples se multiplieront dans l'avenir.



Le divorce entre la pensée politique et la politique appliquée est, dès lors, chose accomplie. Georges Sorel, Edouard Berth, Charles Maurras et d'autres, ne sont plus que des censeurs, très écoutés, certes, mais dont les abstractions passent mal la « rampe ». Comme en ce qui concerne leurs aînés, on en fera des penseurs-non-réalistes pour mieux les éloigner du grand public des électeurs ou encore, on les traduira. Traduire, donc trahir.

### *Le domaine du terre-à-terre et des affaires courantes*

La réflexion du tribun est alors la suivante : peut-on conférer au débat politique un niveau élevé quand l'électeur, en majorité, ne sait ni lire ni écrire ? Non, et d'autant moins que la politique est devenue une arithmétique électorale où l'addition (des voix) représente la composante essentielle. Plus tard, et malgré l'école obligatoire, ce trait restera dominant car il ne suffit pas de savoir tracer des lettres et de les lire pour, *ipso-facto*, comprendre le sens des mots et des phrases. Combien parmi ceux qui quittent l'école, le lycée ou l'université sont capables, en effet, d'accéder à un stade de compréhension satisfaisant de l'œuvre de Proudhon ou de Marx ? De toutes manières, il ne peut s'agir que d'une *minorité* et qui, comme telle, n'est pas suffisante au tribun pour l'assurer de la victoire le jour venu du scrutin.

Celui-ci est, avant tout, un homme d'*action*, mais comme il lui faut conserver malgré tout quelques liens avec le théoricien dont il se réclame afin de justifier son action, il lui faut élaborer une sorte de *digest* de la pensée de ce dernier ; ce *digest* sera remodelé en fonction des *circonstances* et les tribuns qui suivront devront agir de même sous peine d'être classés comme « rétrogrades ». C'est ainsi que l'on a pu assister aux nombreux avatars du marxisme devenu, au fil du temps, léniniste, trotskyste, stalinien, maoïste, gauchiste, etc... en vertu de quoi, naturellement, plus on avance dans le temps, plus on s'éloigne de la pensée et de l'œuvre originales du théoricien.

Cela nous fait songer à une expérience intéressante qui était tentée naguère à l'école : on contait une histoire



dans une classe, puis l'un des élèves allait la raconter dans la classe suivante et ainsi de suite jusqu'à ce que l'histoire revienne à son point de départ. On ne la reconnaissait plus, évidemment, tant les interprétations successives l'avaient déformée. Il en est de même pour les théories politiques depuis un siècle, et gageons que si les auteurs du *Manifeste Communiste* — et d'autres — revenaient parmi nous, ils pourraient constater à quel point leurs idées ont subi de... révisions. Avec les Gambetta de toutes tendances, nous sommes entrés dans l'ère uniforme — et uniformisée — des *affaires courantes* et qu'il faut, comme telles, traiter au jour le jour ; c'est également celle de l'attelage à l'envers où tout ce qui faisait la valeur intellectuelle d'un système de pensée devient adaptable à des fins quotidiennes, donc opportunistes car soumises au nouveau dieu de l'*actualité* ; on rompt le combat, on ne se bat plus à coups d'*idées* mais uniquement avec des *mots*, lesquels sont naturellement et rapidement recouverts par d'autres mots.

### *Matérialisme d'abord*

Parallèlement à l'arrivée des Gambetta sur l'estrade politique, se produit un autre phénomène : celui de la montée de l'*économie* et ce grâce aux deux formes-sœurs de capitalisme nées au XIX<sup>ème</sup> siècle : le marxiste d'Etat, et le libéral-échangiste qui ont tous deux comme dénominateur commun le *matérialisme* devenu aujourd'hui l'équivalent d'une « éthique ». Le « travailleur » ou le bourgeois se laissent d'autant mieux attirer par ces perspectives que les abstractions des théoriciens ne les intéressent pas, même ceux qui se targuent de se « passionner pour la politique ». L'image du peuple qui a perdu son âme — un peu à la façon de Faust — pour jouir de plaisirs immédiats et palpables, si elle est lyrique, est cependant juste. L'expression stupide « tout le reste n'est que littérature » est symptomatique de cet état d'esprit, car elle donne à croire à l'électeur ordinaire que ce qu'on lui offre ce n'est pas du « vent », mais bien du « sérieux », du « concret », alors que les pensées consignées dans des livres...



Maurras, dans sa tentative de renouer le fil rompu du cours de l'histoire, aura une influence certaine durant les deux premières décennies du siècle, influence due, en grande partie, à des gens qui pensent justement que le suffrage universel est néfaste ; plus tard, d'autres tentations, moins intellectuelles et moins « classiques », éparpilleront nombre de ses adeptes. L'auteur de *l'Avenir de l'Intelligence* ne pouvait lutter à armes égales avec les Gambetta il est vrai, malgré une évidente volonté d'adaptation, une sécularisation provoquée par le combat quotidien que mena l'Action Française. C'est peut-être là l'erreur majeure de Charles Maurras qui, en passant de l'état d'écrivain politique — sans oublier l'autre écrivain — à celui de journaliste politique, s'est intégré volontairement dans un domaine qu'il combattait depuis toujours.

Depuis un siècle, bien des biographes ont tenté de présenter leurs héros en tant que chefs d'école et de partis. Après avoir insisté sur l'érudition — parfois réelle — de ceux-ci, ils n'ont cependant jamais pu présenter quelque chose qui ressemblât à une pensée politique *originale* ayant, en quelque sorte, revitalisé celle du théoricien « père ». Il est bien évident que ces *leaders* politiques de l'âge du suffrage universel ne seraient jamais devenus ce qu'ils furent s'ils avaient été des hommes de pensée ; on les aurait peut-être honorés comme tels au sein de leurs partis respectifs, mais un peu de la façon dont on met un objet rare dans un musée. A l'indice de popularité, Georges Marchais devance nettement Garaudy et Ellenstein, et le camarade de la base trouve cela logique. Si, demain, il venait à l'esprit du Comité central du P. C. de décréter, par exemple, que Garaudy n'est qu'un bon à rien — ce qui a déjà été suggéré, d'ailleurs — eh bien, Garaudy deviendrait un bon à rien pour la masse des militants. Le P. C. n'a-t-il pas récemment jeté aux oubliettes le sacro-saint principe de la « dictature du prolétariat » sans provoquer de remous sérieux dans les cellules ?

Mais le plus bel exemple de primauté du quotidien que l'on puisse donner demeure le gaullisme.



*La théorie de l'ectoplasme*

La fabrication du gaullisme n'est due, en effet, qu'à des opportunités, des aventures et des hasards. Je ne pense pas que le gaullisme aurait pu exister dans une autre époque que celle-ci. On a dit que son chef avait été maurrassien dans sa jeunesse parce qu'il fréquentait le Cercle Fustel de Coulanges. C'est peut-être vrai, mais il n'était pas le seul à le faire et, d'autre part, si maurrassien il avait été, il en serait resté quelque chose sur le plan de la *pensée* politique, outre le moi-de-Gaule qui en figure le fondement principal.

Ses successeurs en invoquent la mémoire — et les mémoires — comme les enfants adultérins du marxisme invoquent Marx, certains socialistes Proudhon, certains libéraux Guizot ou Tocqueville, certains anarchistes Bakounine. Même en tenant compte des adaptations et des « condensés » dont furent victimes ceux-ci, a) ils existèrent, b) ils firent œuvre de théoriciens.

Ce que l'on appelle la « pensée gaulliste » est postérieure à la fondation du mouvement — ou du mythe, si l'on préfère. C'est un mélange composé de bribes de théories les plus diverses qui vont du conservatisme le plus étroit à la démagogie la plus large et qui sont mises en avant selon les *besoins* du moment. Il ne peut donc y avoir de *gaullisme* pas plus qu'il n'a existé de *boulangisme*, l'un et l'autre n'étant que des faits *circonstanciels* d'où il faut exclure la notion de pensée au seul profit des hasards d'une actualité mouvante.

Qui pourrait prétendre au rôle de « Bonald » du gaullisme ? Debré ? Sanguinetti ? Lefranc ? Chaban ? Aucun d'eux, bien sûr. Il y a, à défaut de théorie, des souvenirs gaullistes qui font songer à un circuit touristique : Londres, Alger, Paris, Colombey, Paris, Alger, Evian, Baden-Baden, Colombey. C'est tout et c'est peu, sauf sur le plan du kilométrage parcouru.

Nous ne saurions prétendre qu'au sein des autres formations politiques le débat vole plus haut, qu'on y évoque



en permanence le *Capital*, la *Propriété*, la *Démocratie en Amérique* ou *Du Pape*, encore moins *Le Prince* ou *L'Esprit des Lois*. D'ailleurs, cela ne servirait à rien puisque, en « bonne politique » c'est l'*actualité* seule qui commande, qui conditionne dans le sens pavlovien du terme.

*Plus de pensée, mais des « petites phrases »*

Il est toujours surprenant d'entendre de doctes politologues gloser à l'infini sur telle « petite phrase » prononcée par un homme politique. Ces exégètes contribuent, en fait, à la formation de l'attelage à l'envers dont nous parlions plus haut. Ils tentent d'intellectualiser un domaine où les circonstances, l'éphémère, les bons mots, les pulsions, les impulsions et les « réactions à chaud » règnent. C'est bien pour cela que la tentation est forte d'associer le monde politique moderne à celui du spectacle ou, plus exactement, à celui du *show business*.

Il faut reconnaître que l'arrivée de l'audio-visuel, type de media qui convient parfaitement à l'idée de suffrage universel, a totalement bouleversé le monde déjà très instable et très superficiel de la politique. On voit mal, en effet, Marx, Proudhon, Maistre ou St Simon faire face aux caméras de la télévision. Comparés à leurs supposés héritiers, ils feraient incontestablement pâle figure. Je possède un enregistrement de Sarah Bernhardt qui a été réalisé au début du siècle ; chaque fois que je le fais entendre à des amis, c'est un éclat de rire général ; et pourtant, Sarah Bernhardt n'est-elle pas toujours considérée comme un « monstre sacré » ?

Télévision et radio exigent des images brutes, des phrases « coup de poing ». Cette nécessité a provoqué la promotion du *slogan* au détriment de l'explication, du raisonnement, de l'analyse politiques. Lorsque, au cours d'un congrès ou d'un colloque, certains participants s'étendent sur un sujet en choisissant soigneusement leurs mots, en faisant preuve d'une éloquence à la fois plaisante et savante, ces mêmes hommes, une fois revenus à la tribune de



l'Assemblée nationale ou à celle d'un meeting, emploient un tout autre langage, forme et fond ; c'est parce que leur auditoire a changé, qu'ils doivent *convaincre* le plus grand nombre d'auditeurs-téléspectateurs, se mettre à leur portée, et ce serait leur rendre un « mauvais service » que d'insister sur leurs possibilités de savoir parler et raisonner.

A quoi servirait, en effet, d'évoquer Cicéron, Bossuet, puisque, depuis plusieurs décennies, la seule « politique » perçue par les masses est celle du « bistèque » ? Il faut naturellement déplorer cet état de choses plutôt que d'en rire et insister sur l'écrasante responsabilité des pouvoirs publics, sur celle des Gambetta aussi quant à cette sorte d'analphabétisme civique et politique d'un peuple que l'on présente par ailleurs comme étant « souverain ».

### *Des chiffres et des statistiques*

Nous vivons à l'ère de l'économie, au sein d'une société marchande où le chiffre est roi et la statistique son prophète. Toute action politique doit s'y rattacher, s'y soumettre pour être prise en considération. Ce n'est peut-être pas par hasard si, en 1974, l'ancien ministre des finances Giscard a battu son adversaire Mitterrand ; c'est peut-être « l'aura » économique du vainqueur qui lui a permis de glaner les quelques milliers de voix qui firent de lui l'hôte de l'Élysée. La fascination de nos contemporains pour les chiffres n'a d'égale que celle du « sauvage » pour la paccotille venant jadis d'Europe. Moins encore qu'en science politique, le Français ne se connaît en science économique, mais comme il est aussi, et surtout, un consommateur, cela lui donne l'impression d'aborder une terre solide, un domaine familier : celui de son « niveau de vie ». Il est d'ailleurs convaincu qu'il n'existe de meilleure condition humaine que celle de l'*homo œconomicus* et nul ne tient à le détromper sur ce point, bien sûr.

Le discours politique d'aujourd'hui doit être truffé d'allusions aux exportations, à la balance des paiements, au relèvement du S. M. I. C. pour être rendu « crédible ».



Mais le snobisme ne permet tout de même pas d'éviter les bourdes, aussi bien du côté des hommes politiques que des commentateurs. Il en est, en fait, des théoriciens de l'économie comme de ceux de la politique : on les connaît surtout par ouï-dire.

Cette véritable dictature de l'économie a été récemment attestée par l'élection du Parlement européen, en juin 1979. Durant toute la campagne qui a précédé cette élection, « Europe » signifiait avant tout « Marché commun », et quel marché ! Cette situation est « normale » dans la mesure où l'« homme politique, à défaut de *doctrine*, doit toujours user d'expédients, et quoi de plus facile que de jongler avec des chiffres ? Cela ébahit un très grand nombre d'électeurs et de folliculaires, cela confère du « sérieux » au discours.

Lorsque nous parlons de *culture* politique, cela ne signifie évidemment pas apprendre par cœur des pages entières d'un ouvrage de doctrine, mais bien d'en avoir assimilé la substance de façon à pouvoir penser en termes modernes à la solution de problèmes qui le sont, eux aussi. Ne serait-ce que pour permettre à *l'esprit de dominer la matière* ? L'extrême pauvreté du discours politique vient de ce que les hommes politiques, qu'ils soient de « droite » ou de « gauche » emploient un même langage ; ils ne disposent que d'un vocabulaire et d'un champ d'investigations très réduits puisque leur but est de convaincre le plus possible de gens dont les préoccupations ne dépassent guère l'état de leur compte en banque.

Antoine de Rivarol a pu dire en son temps « avec trois « mots savants : nation, lanterne — et aristocrate — il a « su (cf. : Camille Desmoulins) se mettre à la portée de « l'honnête garçon boucher, de la modeste poissarde... » Il pourrait dire aujourd'hui qu'en parlant du prix de l'essence, de celui du terrain à bâtir, du budget vacances-loisirs, l'homme politique moderne tient-là toute son argumentation. Et Rivarol n'aurait même plus besoin d'ironiser sur l'aspect « savant » des mots en question car, de nos jours, les faits eux-mêmes s'en chargent.



*Progrès et avenir... au présent*

Curieusement et en regard de la volonté permanente d'actualiser à tout prix le débat politique, tous les Gambetta venus et présents se gargarisent depuis toujours avec le mot de *progrès*. Pour faire bonne mesure, ils doivent également parler de *révolution* et associer les deux termes le plus souvent possible. Ceux qui ont le mieux réussi sont ceux qui ont su faire sonner à point nommé l'heure de l'âge d'or au beffroi de leur éloquence électorale, l'âge-d'or-pour-demain, bien sûr ; il y a aussi ceux qui ont su évoquer le paradis perdu, la terre promise, mythes qui, en l'occurrence n'ont rien de sacré, bien entendu. Le plus surprenant aux yeux de l'observateur averti c'est que ce genre de recette ait pu abuser, successivement, les grands-parents, les pères, les fils et les petits-fils. A-t-on assez entendu parler de lendemains qui chantent, d'Horizon-80, de France du troisième millénaire, etc... ! On affirme un peu partout qu'une très grande partie des électeurs n'est pas dupe, mais alors, pourquoi si peu d'abstentions dans les scrutins présidentiel et législatif ? Doit-on assimiler le jeu politique contemporain à celui qui consiste à « révéler l'avenir » ? Bien sûr, peu de gens avouent croire à ce que leur disent les tireuses de cartes, mais ces dernières font tout de même de florissantes affaires.

*Conclusion*

La politique se rattache avant tout à l'histoire et, en particulier, à celle des penseurs politiques. Pratiquer comme on le fait depuis cent ans équivaut à vouloir traiter de littérature après avoir lu uniquement Papillon et Cavanna. Trop de gens « font » de la politique comme M. Jourdain de la prose, trop en parlent (dans la presse) comme on parle des faits-divers. Pourquoi, d'ailleurs, ces journalistes iraient-ils apprendre autre chose que ce qu'on leur demande de dire ? Ils apprennent sur le « tas » avec les collègues en écoutant les ténors politiques et font la moue dès qu'on leur parle de théories... Il y a osmose entre le commentaire



politique et le discours politique, personne ne « trahira » personne, et si Alexis de Tocqueville n'est pas content, qu'il aille le dire à M. Giscard qui est paraît-il l'un de ses plus fervents disciples.

En résumé, constatons que s'il existe un Tiers-monde du sous-développement économique, il en existe également un, plus vaste, du sous-développement intellectuel. Nous comprenons mieux, après ce rapide survol, pourquoi, dès qu'il est question de culture, d'hommes qui refusent d'entrer dans le système (et bien qu'on les accuse de faire de « l'entrisme ») si on ne tire le revolver, on s'arrange, soit pour les rendre suspects de toutes les hérésies possibles et imaginables, soit pour les désigner à la vindicte des petits inquisiteurs qui se prennent pour le Pape en personne à la moindre occasion. La cause ne réside pas tellement dans le fait qu'ils dérogent aux habitudes, mais bien dans celui-ci : pour comprendre et, éventuellement, contredire leurs théories, il faut, d'abord, lire ce qu'ils écrivent, et, ensuite, posséder assez de connaissance pour apprécier ou déprécier ce qu'ils font.

Evidemment, si à l'heure des bilans électoraux, certains se contentent d'un gain de 0,01 % de suffrages dans la troisième circonscription du Cantal ou des Ardennes pour crier victoire ! alors aucune démonstration ne servira jamais ; ce sont les Gambetta qui leur conviennent.

« Elever la forme intérieure de sa propre personne à  
« la forme de peuples et d'âges entiers, avec le commande-  
« ment de l'histoire pour mener son propre peuple ou sa  
« famille et leurs fins à la tête des événements, tel est l'élan  
« historique et à peine conscient de chaque individu ayant  
« une vocation historique » écrit Spengler dans le *Déclin  
de l'Occident*. Qui, de nos jours, saurait se « dépasser »  
ainsi ?

Michel PELTIER.



## Dix années de formation sacerdotale aux Pays-Bas

### **HISTOIRE D'UN ECHEC**

Nous présentons à nos lecteurs la traduction d'un article paru dans un grand journal hollandais, le NRC, qui est confessionnellement neutre, sur la formation des prêtres aux Pays-Bas, spécialement dans les écoles supérieures de théologie qui ont été fondées, il y a une dizaine d'années, pour remplacer les séminaires de jadis. L'auteur, le Dr J. Mots, s. j., s'y exprime avec franchise, dans un langage qui ne sacrifie pas à l'onction ecclésiastique. Hélas, il n'y a pas qu'en Hollande que l'on se trouve devant une situation douteuse. La reprise des séminaires français est difficile et nullement générale.

#### *L'échec dans la formation au sacerdoce.*

Trois des cinq institutions pour la formation des prêtres célèbrent, cette année, leur deuxième lustre : les écoles supérieures de théologie catholique d'Amsterdam (KTHA), d'Utrecht (KTHU) et la Faculté de théologie de Tilburg. L'école supérieure de théologie et de pastorale de Heerlen (HTP) a commémoré sa dixième année d'existence, l'an dernier. Ensemble avec leur sœur aînée, la Faculté de théologie de Nimègue, elles ont assuré officiellement la formation au sacerdoce dans notre Province ecclésiastique depuis 1967, jusqu'à ce que vienne s'ajouter à elles le séminaire de Rolduc (à Kerkrade, dans le Limbourg, à l'initiative de l'évêque de Ruremonde, Mgr Gijzen, dans une ligne classique et conforme à Vatican II. Note du traducteur).



La formation au sacerdoce est un des buts de l'enseignement théologique de ces écoles — elle constitue même la base juridique des subsides qu'elles reçoivent de l'Etat, — mais on peut se demander si ce but a été atteint. Il apparaît que le nombre des ordinations à la prêtrise dans le clergé séculier est descendu de 60 en 1967 à 4 en 1976. Les quatre ordinations de prêtres séculiers qui ont eu lieu dans le diocèse de Ruremonde en 1976 concernant des candidats qui ont reçu ailleurs soit la totalité, soit la partie dernière et décisive de leur formation. Ainsi, en 1976, le rendement des cinq institutions catholiques de formation au sacerdoce pour nos sept diocèses a atteint le zéro absolu.

On ne dispose pas encore du chiffre exact des ordinations sacerdotales chez les religieux en 1976, mais il ne doit pas dépasser le chiffre de 15. Cela signifie que, pour une trentaine d'ordres et de congrégations, la moyenne est nettement inférieure à une ordination sacerdotale par famille religieuse. Chez les religieux aussi, le nombre des nouvelles ordinations approche de la ligne zéro. La comparaison avec les pays voisins montre que la tendance à la diminution qu'on y constate également, n'a cependant pas dépassé 50 % en Allemagne de l'Ouest, 40 % en Belgique, 30 % en France, semble-t-il, du moins d'après les informations fournies par les écoles supérieures de théologie (KASKI — memorandum 199, 11-12).

Freda Dröes, qui étudie à l'école de théologie d'Amsterdam, conclut dans une thèse sur le sujet que les écoles et facultés catholiques de théologie se maintiennent au plan juridique, mais qu'elles constituent un fiasco comme instituts de formation au service de l'Eglise (« Pourquoi existe-t-il des écoles supérieures de théologie catholique ? » Amsterdam KTHA, en manuscrit, mars 1977, p. 93).

#### *Un milieu défavorable aux vocations sacerdotales.*

Cependant, cette présentation des choses est encore de couleur trop rose. La réalité est telle, en effet, que non seulement presque aucun de ceux qui terminent leurs études n'opte pour le sacerdoce, mais, en outre, que le peu d'étu-



dians (environ 10 %) qui commencent leurs études avec le désir de devenir prêtres abandonnent leur vocation au cours de celles-ci.

En décembre 1973, on a fait une enquête parmi les 1019 étudiants des cinq écoles catholiques de formation au ministère. 331 ont donné une réponse. Des 126 étudiants qui commencèrent leurs études avec la motivation du sacerdoce, il en restait encore 36 pour lesquels cette motivation subsistait au moment de l'enquête. 90 étudiants avaient donc changé d'idée pendant leur formation. En voyant cet abandon massif de l'idée du sacerdoce parmi des vocations nombreuses et certaines, un professeur de l'école de théologie d'Amsterdam faisait cette remarque : il semble qu'à la place d'être un séminaire (destiné à cultiver), nous soyons devenus une clinique d'avortement des vocations sacerdotales.

Peut-être trouvera-t-on cette expression un peu sévère ; à la lumière des faits cités plus haut, on devra pourtant bien concéder que les chances pour une vocation sacerdotale de survivre à la formation théologique donnée par une de ces institutions sont pratiquement nulles. Alors que ces écoles théologiques disent vouloir, entre autres, former des prêtres, elles sont à peine encore productives sur ce point ; il faudrait même les appeler contre-productives.

### *Trois causes.*

Parmi les causes qui conduisent à un éloignement du sacerdoce, je voudrais en nommer expressément trois. En premier lieu, le manque de cadre où la formation spirituelle pourrait prendre place. Ce défaut est bien reconnu maintenant de tous côtés par des gens de l'extérieur, des enseignants et des étudiants, entre autres par les supérieurs religieux qui portent avec les évêques la responsabilité de la formation théologique : il manque un cadre où puisse prendre place une sensibilisation aux valeurs de la spiritualité par des exercices (on veut dire la prière personnelle et commune). « De notre côté, disent les autorités supérieures, nous sommes d'accord sur ce point ».

Une deuxième cause est le climat d'éloignement de l'Eglise dans les institutions théologiques. La population



actuelle de ces écoles est toute différente de celle que les fondateurs avaient en vue. En 1967, tous les étudiants étaient pratiquement liés à un diocèse, à un ordre ou une congrégation. Ils étaient, au sens plénier du mot, des « étudiants-prêtres ». Aujourd'hui, en 1977, ces « étudiants liés » appartiennent à une très petite minorité qui est en voie de disparition : 35 sur les 248 (15 %) à l'école de théologie d'Amsterdam, 3 sur les 81 étudiants que comptent les quatre premières années de Tilburg. Maints étudiants se situent en dehors ou en marge de l'Eglise. Ton Nuy affirme que les étudiants sont presque tous critiques à l'égard de l'Eglise, parfois agressifs et parfois défaitistes. Il conclut : « C'est là un grand courant parmi les étudiants ».

A une analyse plus poussée, il apparaît que cette critique s'oriente dans deux directions : contre tout ce qui relève de l'institution dans l'Eglise (structure, dogme, éthique, tradition, ordre dans l'Eglise) et contre la base de l'Eglise, contre la « foi du peuple et du plat pays ». Les mystères de la foi sont abordés dans les écoles de théologie d'une façon nettement intellectualiste. Par là les étudiants aboutissent dans une sorte de trou d'air situé entre le sommet et la base. Ils s'éloignent des croyants ordinaires et de leur manière plus intuitive et cordiale d'approcher des mystères de la foi. D'après les témoignages, la mode de la critique à l'égard de l'Eglise, dans les écoles de théologie, est elle-même peu soumise à la critique. Au contraire, ces écoles semblent plutôt être des foyers de critique et d'éloignement de l'Eglise.

Une troisième cause, plus spécifique, est la présence d'anciens prêtres mariés, comme professeurs. Ceux-ci ne stimulent par l'option pour le sacerdoce célibataire. La province ecclésiastique des Pays-Bas est la seule au monde où les anciens prêtres mariés (25 = + 15 % des enseignants) continuent à enseigner dans la formation sacerdotale. Dans aucun pays du monde, le rendement en prêtres n'est aussi réduit qu'aux Pays-Bas. N'est-il pas obvie qu'on peut supposer un certain lien entre ces deux faits ? Du moins comme catalyseur dans le processus plus général de l'éloignement de l'Eglise.



Si on veut des prêtres on ne doit pas construire sur les écoles supérieures de théologie. Il existe une alternative : à Rolduc (Limbourg hollandais) a débuté en 1974 une nouvelle institution destinée uniquement aux étudiants qui veulent devenir prêtres. Plus de 40 étudiants qui ont opté pour le sacerdoce célibataire y poursuivent leurs études. Ils proviennent d'à peu près tous les diocèses ; 15 %, entre autres, sont originaires de l'archidiocèse et de l'école de théologie d'Utrecht. Apparemment, les premiers intéressés, les étudiants-prêtres eux-mêmes, ont tiré les conséquences du fiasco des écoles de théologie pour la formation des prêtres. Ils choisissent Rolduc comme alternative (à la fin de 1977, ils étaient 60. Note d. tr.).

#### *L'impasse.*

Freda Dröes écrit : « Les écoles supérieures de théologie catholique sont devenues officielles au plan financier (par les subsides)... » Mais de plus grande signification est le fait que la population étudiante est en voie d'y devenir aussi hétérogène que dans n'importe quelle autre université officielle. Quoique ces étudiants proviennent presque tous de milieux catholiques, leurs prises de positions sur la foi est aussi variée que dans les autres universités. Beaucoup estiment qu'il ne convient plus que l'Eglise catholique, représentée par la direction de ces écoles, possède encore l'autorité décisive dans ces institutions. Ainsi, les écoles de théologie se trouvent prises entre, d'un côté, leur finalité ecclésiale originelle, à laquelle correspond une influence prépondérante de la hiérarchie ecclésiastique dans la nomination et le renvoi des professeurs, et, d'un autre côté, la mentalité de liberté à l'égard de l'Eglise qui l'emporte de fait dans la grande majorité des étudiants qui n'apprécient pas cette influence.

Comme solutions possibles pour sortir de l'impasse, Dröes suggère soit un retour aux buts originels (uniquement la formation du sacerdoce), soit une déconfessionnalisation juridique qui prendrait acte du détachement de fait des étudiants et des enseignants à l'égard de l'Eglise. Cela signifie qu'ils se détachent juridiquement des évêques et des supé-



rieurs provinciaux qui portent actuellement la responsabilité. Ces institutions théologiques détachées accorderaient une sorte de doctorat en christianisme « pour le service de la vie en société aux Pays-Bas, au sens le plus large de l'expression ».

Le Dr J. Bots s. j. a enseigné l'histoire de l'Eglise à l'école de théologie d'Amsterdam (KTHA). Il a écrit une remarquable brochure sur l'histoire du catholicisme aux Pays-Bas de nos jours. Son article a paru dans le NRC du 6 août 1977.

Dr J. MOTS.

Extrait de Sources — Fribourg —, 1978, n° 1, p. 22-26.

Reproduit dans *Fidélité et ouverture*, octobre 1979.



# GENEALOGIE ET AVENIR DU NATIONALISME

Le nationalisme apparaît d'abord dans l'histoire comme un phénomène de gauche : à la fin du XVIIIème siècle, la France révolutionnaire puis bonapartiste se fixe comme mission le morcellement des Empires centraux européens, et la création de « Républiques sœurs », sous la tutelle de la République universelle, idée jacobine par excellence. Dès 1848, avec le mouvement des nationalités, le nationalisme est lié aux revendications du libéralisme politique, le rêve de la gauche étant, sous couvert d'affranchissement de l'individu, d'égaliser et d'uniformiser les corps sociaux, de supprimer tout lien social organique. Le XIXème siècle voit le développement d'une philosophie individualiste, positiviste, le rationalisme influençant même le romantisme de la science et du progrès chez Hugo et Michelet.

Mais le nationalisme va vite entrer en conflit avec le libéralisme, car celui-ci, du XIXème siècle au XXème, passe de la revendication des droits économiques au mondialisme technocratique. Si, en 1848, les libéraux ont défendu l'idée nationale, leurs descendants, au XXème siècle, plaident pour un Etat minimum, la nation n'étant pour eux que la somme des individus, sans idée de réalisation d'un destin commun. Pour les libéraux, le fait économique passe avant le fait national, d'où la vogue du mondialisme et des sacro-saintes exigences de la « détente » dont l'URSS recueille en fait le seul profit. L'universalisme libéral, croyant que toutes les civilisations suivent un même schéma d'évolution pour converger ensuite, mène ses adeptes au rêve d'une humanité idéale et indifférenciée. Le libéralisme exclut la notion d'histoire et de destin particulier des nations et des civilisations, obstacle possible à la réalisation d'une so-



ciété marchande à l'échelle du monde. Pas de politique non plus : le libéral se contentera de gérer sans gouverner. Pas de spiritualité non plus : héritier du XVIIIème siècle, le libéral ne reconnaît guère de valeurs supérieures au bonheur purement humain. Alors que l'homme de droite reconnaît des valeurs supérieures, à la fois protectrices et idéales, et dont la distance fonde sa liberté (cf. *Nouvel Europe Magazine*, n° 2, Avril 1979, « Etre de droite »). Le mondialisme libéral finit donc par nier le nationalisme.

Si la nation est négligée par les libéraux, elle est asservie par certaines théories de l'Etat, marxiste notamment. Déjà le *Contrat Social* de Rousseau aliénait les libertés de l'individu, « forcé à être libre », formule type du totalitarisme démocratique. A partir de la fin du XIXème siècle, la génération des « maîtres penseurs » veut installer le socialisme à tout prix, même s'ils doivent détruire pour cela la société réelle, où les inégalités mêmes comportent le respect des différences. Réduire au contraire toute différence, comme si elle résultait forcément du produit d'un vol ou de la ruse d'un privilège, aboutit au mieux à une société inerte et consolante, dominée par un Etat-providence, ou bien à une société de style soviétique, aux structures figées, sans que l'Etat ait pu réussir à abolir les tensions internes, d'où la dissidence et l'émigration. Dans les années 20, la démente révolutionnaire a ainsi mené le peuple russe au Goulag, et dès les années 50, les peuples asiatiques au génocide.

Le libéralisme ignore la nation, l'Etat marxiste, ou social-démocrate, lui-même souvent issu de la perversion du libéralisme politique, l'asservit. Au contraire l'Etat nationaliste doit donc exprimer la réalité de la Nation.

Pour les nationalistes, l'homme est en effet l'élément d'une communauté organique. Ce sont d'abord les positivistes du XXème siècle qui inspirent cette théorie à Maurras, mais c'est surtout chez Barrès qu'est le mieux exprimé ce sentiment irrationnel d'appartenance à une nation, de lien instinctif à l'histoire, cette conscience d'avoir reçu un héritage culturel : « le nationalisme est l'acceptation d'un déterminisme. » L'homme est ainsi acteur de l'histoire : on



ne peut abolir l'histoire, au nom d'un paradis socialiste immédiat ou de quelque utopie gauchiste. L'homme est un être socio-politique, un animal social et politique, et non une figure abstraite et déracinée. C'est cette idée que toute une génération de nationalistes a exprimé politiquement par le corporatisme.

Toutefois, si la critique maurrassienne du libéralisme est nécessaire — l'homme réel des nationalistes s'opposant ainsi à l'homme abstrait des libéraux — elle est tout à fait insuffisante aujourd'hui comme fondement d'un nationalisme contemporain.

La théorie des corps intermédiaires ne correspond plus à la société actuelle, où par exemple le déracinement et l'urbanisation ont éclipsé les anciennes communautés naturelles. D'autre part, la droite « archaïque », n'ayant fait que de l'idéologie, a négligé la politique, qui n'est pas pour elle, comme chacun sait, le véritable théâtre de la crise. Pour elle, la crise politique ne serait que l'émergence superficielle de la crise spirituelle, puisqu'elle pense la politique en termes moraux, voire moralisateurs, sans voir que, s'il est bien vrai qu'il faut agir au niveau des valeurs, c'est en fait la crise politique et l'affaiblissement de la Nation par le haut, qui précipite la crise culturelle. La critique de l'ouverture à gauche, la course à la social-démocratie, qui affaiblit politiquement et économiquement la Nation en acceptant le marasme économique et en trahissant l'électorat droitier des classes moyennes — ces éternelles dupes de la politique contemporaine — cette critique donc est plus opérante que l'explication par l'opposition entre le « pays légal » et le « pays réel ». De même, loin de croire à un possible consensus autour du « pays réel » et à la possibilité d'une société pacifique, statique et froide, bien construite mais finalement immobile donc irresponsable, « guérie du virus de la politique », le nationalisme contemporain reconnaît que la politique exprime la gestion des tensions sociales et que l'acte politique par excellence, c'est d'abord définir l'ennemi. Ce n'est certainement pas la recherche du consensus social qui guérira les Français du désintérêt pour la politique ; l'apolitisme fait en fait le jeu du libéralisme.



Loin de s'isoler dans un ghetto, une droite moderne doit mener son jeu propre sur l'échiquier politique, en reconnaissant l'opposition gauche-droite. Ce n'est pas parce que certaines attitudes, concernant en particulier la croissance, la nature, la région, l'Etat, la religion, sont passées de droite à gauche qu'elles sont interchangeable et que l'on doit se situer ailleurs, comme le fait la « nouvelle culture » qui reste pour l'instant sans débouché politique. Car les attitudes dont il est question n'ont pas la même signification politique. Le retour à la nature, de la droite d'avant-guerre, n'est pas chargé du même sens et même de la même affectivité que le courant anti-nucléaire affaiblissant l'Occident (cf l'article « Etre de Droite » dans ITEM d'Avril 1979).

En politique étrangère, la droite « archaïque », tout comme les gaullistes, toujours en proie aux phantasmes anti-allemands, pense encore, hélas, les rapports mondiaux en termes nationaux et non pas en termes politiques. Dans son *Court Traité de Soviétologie*, Alain Besançon explique par exemple que l'URSS a toujours représenté pour De Gaulle le peuple russe et non le moteur du communisme international. Or un authentique nationalisme, au lieu de se satisfaire d'un patriotisme cocardier à la Déroulède, doit tenir compte que depuis bientôt un demi-siècle les conflits idéologiques ont succédé aux guerres entre nations. Enfin, si le nationalisme issu de la Révolution opposait la Nation aux Empires, aux prix d'alliances cherchées à l'Est (Russie, Empire Ottoman), il n'y a plus à l'heure actuelle aucune contradiction entre les intérêts de la France et ceux d'une authentique Europe, notre foyer commun de civilisation. Comment défendre en effet la France sans défendre l'Occident ? « Un peu de sentiment européen éloigne de la France, beaucoup y ramène. » C'est parce que le PC, à l'origine rouage d'une machine internationale à prendre le pouvoir, s'acharne à l'affaiblissement de l'Europe qu'il donne le visage d'un pseudo-nationalisme, opposé à l'Europe, et qu'il a délaissé l'eurocommunisme, dès la faillite de l'Union de la gauche. Eurocommunisme qui n'était qu'une feinte destinée à duper la gauche non communiste ou les li-



**béraux.** Si la France était envahie à l'Est, le PC ne parlerait plus d'indépendance nationale, pas plus qu'il ne se soucie des nations d'au-delà du rideau de fer, dont le bilan est, paraît-il, « globalement positif ».

Etre aujourd'hui nationaliste, c'est revendiquer l'héritage d'une culture, d'une histoire, c'est affirmer une volonté politique, c'est rejeter le déracinement et le matérialisme, qui font à coup sûr le jeu des marxistes en affaiblissant la capacité de résistance de nos contemporains dans le processus culturel. C'est défendre la France et l'Europe, contre le compromis politique, l'affaiblissement de la Nation (l'Etat étant faible au sommet mais pléthorique à la base), la crise économique, et enfin l'amnésie culturelle : autant de défis de la fin du XXème siècle, que l'Occident doit relever.

Gilbert GUISLAIN.



# Comptes et légendes d'Extrême-Orient

## I

### LES CHINOIS D'INDOCHINE

Poussés par les famines et la pauvreté, les Chinois, au fil des siècles, ont essaimé sur tout le Sud-Est asiatique. Pas seulement dans les pays proches et de leur civilisation, comme le Tonkin, l'Annam, et la Cochinchine, mais aussi dans ceux, plus lointains, de civilisation indienne et musulmane. Près d'un million et demi au Viet-Nam, dont la moitié à Saïgon-Cholon, trois cent mille au Cambodge, quelque cent mille au Laos, près de quatre cent mille en Birmanie, autant aux Philippines, deux millions à Singapour, ville chinoise, plus de quatre millions en Thaïlande, autant en Malaisie soit presque la moitié de la population, et pas moins en Indonésie, leurs quatre places fortes, ils forment la communauté puissante et étroitement unie des « Wa K'iou », les Chinois émigrés. Intelligents, travailleurs, honnêtes mais sans scrupules, et ne reculant devant aucun moyen pour s'enrichir, la fortune étant avec la descendance le but suprême de leur existence, ils constituent dans ces pays, dont ils contrôlent l'économie et les finances, non seulement une féodalité, mais un véritable Etat dans l'Etat. Racistes au plus haut degré (au sens péjoratif du terme), à l'esprit d'entraide et de solidarité sans égal, cachant sous une politesse parfaite mais quelquefois un peu artificielle un orgueil sans limites doublé d'un mépris complet de l'étranger (« kouai lô », un diable, même si c'est un ami), ils ont patiemment tissé un véritable filet qui enserre aujourd'hui tous les pays de l'Ouest du Pacifique. S'ils semblent apolitiques, l'anti-



communisme des riches ne dépassant jamais le stade verbal, la jeunesse et les ouvriers ayant été toutefois, avant la mort du Grand Emancipateur, sérieusement contaminés, cette neutralité est trompeuse. Car elle masque la vraie couleur politique du Chinois, de tous les Chinois, de la droite à la gauche, qui est le rouge éclatant. Pas le rouge de Pékin. Pas le rouge de Taipei non plus. Le rouge de « Tsoung Kouok », l'Empire du Milieu. Le rouge de « Tsoung Wa », le Milieu Magnifique. Le rouge de la Chine éternelle, le Centre de l'Univers. Version asiatique du « peuple dominateur et sûr de lui », le peuple chinois, celui du « Grand Continent », comme celui de l'« Au-delà des mers » est avant tout, par-dessus tout, et par-dessus tout le monde, chinois, et rien que chinois. On l'a bien vu au Viet-Nam, il y a deux décades, lorsque la première explosion atomique chinoise fit sauter de joie tout le ghetto de Cholon.

Sous le colonialisme abhorré, la communauté chinoise d'Indochine avait vécu librement. Elle n'avait même pas cessé de prospérer. Attirés par l'esclavagisme dénoncé par le repris de justice Malraux, voleur de bas-reliefs et futur ministre gaulliste de la Culture, des centaines de milliers de Chinois miséreux étaient venus s'établir au Laos, au Cambodge, et surtout au Viet-Nam (dans ce dernier pays, 600 000 entre 1923 et 1933, d'après les statistiques). Organisés en « congrégations » groupant les émigrés originaires d'une même province, les plus importantes étant celles des Cantonais au Viet-Nam et des Tch'ao-tchéou au Cambodge et au Laos, ils bénéficiaient d'une sorte d'autonomie, et leurs représentants traitaient directement avec l'Administration française. Leur sens des affaires, leur sérieux, et leur inlassable activité, leur avaient vite assuré la première place. Si l'import-export restait l'exclusivité des grandes sociétés française, le commerce de gros était devenu un monopole chinois, les Vietnamiens n'ayant accès qu'à celui du détail, qu'ils partageaient avec eux. A Saïgon, tout le monde connaissait l'histoire de ce fils de l'Empire du Milieu qui, arrivé sans une sapèque, avait débuté dans les affaires en ramassant les vieilles bouteilles dans les poubelles, et avait fini par posséder des quartiers entiers.



Avec l'indépendance des trois Etats d'Indochine étaient venues pour les Chinois les premières difficultés. Après le partage du Viet-Nam, en 1954, au Sud, où se trouvaient la majorité des Chinois, le Président Diem, conscient du danger que représentait leur puissance, entreprenait de les mettre au pas. Confronté au même problème qu'Hitler en Allemagne, mais étranger à tout racisme, il résolvait le problème d'une autre façon : par l'intégration. Réservant aux Vietnamiens les branches d'activité essentielles monopolisées par les Chinois, comme le commerce du riz, ainsi que différentes professions, il les contraignait à faire un choix : la nationalité chinoise ou les affaires. Ce fut un beau tollé ! Devenir « on nâm yan », annamites ? Pour qui les prenait-on ? Manifestations, échauffourées même se succédèrent devant l'Ambassade de Chine (de Formose) à qui les Chinois reprochaient de les abandonner. Pourtant cette assimilation n'était pas une innovation. En Thaïlande, par exemple, tous les Chinois naissaient ressortissants, sans choix possible. Les Chinois du Viet-Nm commençaient d'apprécier le colonialisme et de regretter la France, dont ils avaient salué la défaite par des ricanements. Mais finalement, à part une minorité, tous cédèrent. Il n'y avait plus de Chinois au Viet-Nam. Du moins dans les statistiques et sur les cartes d'identité.

Le Président Diem ayant été, en 1963, renversé et assassiné dans un coup d'Etat organisé et financé par les Américains, qui n'en ratent jamais une, les Chinois, sous les successeurs militaires, le triumvirat des trois moules, Minh-Don-Dinh, le clown Nguyen-Khanh, le cow-boy Nguyen-cao-Ky, et Nguyen-van-Thieu, le dictateur en peau de lapin, allaient connaître l'apogée. Car les Américains avaient débarqué. En masse. Avec une masse de dollars. Sous un régime où tout s'achetait et tout se vendait, les choses, les gens, les places, les grades, la vie et la mort, les Chinois étaient à leur affaire. Commerce, contrefaçon, contrebande : tout ce qui est trafic est nôtre. L'âge d'or. Toutes les branches de l'économie tombaient dans leurs mains : commerce, industrie, transports, communications, tous les moyens de production et tout la distribution des biens. Des chiffres :



50 % du commerce de détail, 80 % de l'industrie de transformation, 80 % de la banque, 90 % de l'import-export, 100 % du commerce de gros, les 2/3 de la fortune du Viet-Nam. Le « roi du riz » : chinois, le « roi des carburants » : chinois, le « roi des machines agricoles » : chinois, le « roi de la farine » : chinois, le « roi du fer et de l'acier » : chinois, le « roi du textile » : chinois, etc... Arrêtons-là. C'était l'Allemagne de 1933. En pire.

Le 15 Avril 1975, la capitale du Cambodge, Phnom-Penh, était prise par les communistes. La colonie chinoise, moins nombreuse mais aussi puissante que celle du Viet-Nam, jubilait. On acclamait les Khmers Rouges vainqueurs. Le danger communiste ? Laissez-nous rire ! Monseigneur Sihanouk, le magicien de la politique allait revenir de Pékin. Il était à tu et à toi avec Zhou Enlai, tout le monde le savait. Et au Cambodge « l'idole des paysans », comme l'écrivaient les journalistes français. Car il ne leur avait pas jeté de son hélicoptère pendant quinze ans des coupons ne tissu pour rien ! En un tournemain il allait mettre à la raison ces gamins mal élevés. Et l'immense famille royale suivait, à l'immense appétit. En tête, la femme de Samdech (Monseigneur), la belle princesse Monique et sa mère, le couple fameux de l'import-export. Après le trafic d'armes des années 60, le grand boum de la reconstruction ! A nous les millions !

Le rêve fut de courte durée : l'après-midi même toute la colonie chinoise ahanait sur les routes des faubourgs, avec un maigre baluchon, expulsée comme toute la population. Au Viet-Nam, personne ne le savait. Le téléphone chinois n'avait pas fonctionné : les Viet-cong étaient aux portes de Saïgon.

Le 30 Avril 1975, trente ans exactement après la mort d'Hitler, les communistes, qui entretemps s'étaient emparés de quarante pays, concluant victorieusement une campagne de six semaines, entraient à Saïgon.

La colonie chinoise, après avoir rêvé d'un gouvernement tripartite, puis, les communistes dévalent du Nord, de trois Viet-Nam : le Tonkin communiste, l'Annam neutre, la



Cochinchine nationaliste, s'accrochait maintenant aux promesses du FNL (Front National de Libération) : Sud Vietnam neutre, gouverné par le GRP (Gouvernement Révolutionnaire Provisoire). Cette chimère, produit garanti de la bêtise à l'état pur, paraît aujourd'hui d'un ridicule achevé. Rappelons, donc, que c'était alors pour toute la gauche française, des penseurs brevetés du « Monde » aux prophètes hébraïques du « Nouvel Obs », un article de foi, et que, forts de cette certitude, ils n'avaient pas cessé pendant vingt ans de ridiculiser les « maniaques de l'anticommunisme », assez stupides pour ne pas se laisser abuser par les mensonges des Viet-cong. Et non seulement pour la gauche. Mais aussi pour la « droite » gaulliste. C'était même à ce moment-là la pierre d'angle de la politique indochinoise de la France, concoctée par la grosse tête de l'Elysée.

Cent cinquante mille Vietnamiens avaient fui, après avoir vendu ou abandonné leurs biens. Les Chinois, eux, quelques milliardaires exceptés, étaient restés et beaucoup avaient acheté. Qu'avaient-ils à craindre ? Les Viet-cong n'étaient-ils pas les alliés de la Chine. La Chine rouge, d'accord. Mais peu importait la couleur. Et le FNL et Hanoï n'avaient-ils pas dénoncé la vietnamisation forcée des Chinois par le fasciste Ngo-dinh-Diem ? On allait redevenir chinois. C'était déjà ça de gagné. Et ensuite on verrait. On avait survécu à tous les régimes. On survivrait à celui-là. Et puis les Français restaient. Les Français, ces fins diplomates, les gens les plus intelligents du monde (après les Chinois). Tout allait s'arranger. Gentiment. En famille.

Les événements semblaient leur donner raison. Les Viet-cong étaient entrés. Sans combat, le gros Minh et sa bande de cryptos, portés au pouvoir par le cousin Mérillon, notre homme à Saïgon, sur l'ordre de l'Elysée, ayant fait capituler l'armée. Sans casse, donc. Et c'était « la divine surprise ». Pas celle de Maurras à Vichy, en 1940, « Big Minh », dinosaure à la cervelle de mouche, n'étant que général, et pas maréchal, et le successeur de l'homme à la barbiche fait écouter la Marseillaise en vietnamien. Mais la divine surprise des commerçants français, qui voyaient avec horreur l'ennemi héréditaire s'emparer à prix d'or de leurs invendus,



vidant magasins et greniers où ils allaient s'installer devant leurs postes de radio pour résister héroïquement pendant quatre ans au Boche détesté. Car les ennemis du capitalisme étaient bourrés de fric. Pris on ne sait où. Ils payaient. Bien. Très bien. Ne discutaient pas et achetaient tout. Les prix montaient : double, tripte, quadruple, quintuple. Les lunettes, les stylos et les montres maquillées à Cholon prenaient chaque jour le chemin d'Hanoï. Les coffres s'emplissaient. A craquer. Il faut avoir vu ça ! Des paquets de billets ! Les nazis et les bô-dôi, des clients comme ça, on n'en reverra plus. Les Mongols, peut-être, quand ils arriveront du fond des steppes sur leurs petits chevaux, dans une cinquantaine d'années...

Première mesure contre les « capitalistes » : l'augmentation de la patente. Qu'à cela ne tienne ! On étalait ce qui restait sur les trottoirs, et même sur la chaussée. Les « cafés » (une table de poupée et quatre tabourets nains) aussi pullulaient. Les rues n'étaient plus qu'un sentier, Saïgon-Cholon, un immense marché. Marché des gros, des commerçants, auquel répondait sur trois kilomètres, des deux côtés de la route qui mène à l'aéroport de Tan-Son-Nhut, celui des petits, des prolétaires, qui, chômeur sans une piastre en poche, bazardaient leur mobilier pour manger : la table, les chaises, le lit, l'armoire à glace, l'autel des ancêtres aussi, et même le précieux réfrigérateur et l'indispensable *tivi*, hideux symboles de l'impérialisme américain, goûtant ainsi les premiers, quoique d'une façon un peu imprévue, aux joies de l'égalité à la mode de Cac Mac et de Lê Nin (1).

Plus d'importation, et, fin 1975, plus rien dans les magasins. Mais les commerçants étaient là, passant leurs journées dans leurs boutiques vides, à boire du thé et à giber. Car les Chinois comme les Vietnamiens continuaient de rêver : au gouvernement d'Union nationale, au retour des Français, puis, la guerre avec les Khmers Rouges ayant commencé, à l'arrivée des Cambodgiens, suivis par les Chinois, précédant les Américains. Des nuées de canards volaient de magasins en magasins : sur commande des com-

---

(1) Karl Marx et Lénine, en vietnamien.



munistes, on fabriquait à Cholon des drapeaux nationalistes, jaunes à bandes rouges, pour le prochain gouvernement à trois composantes (au printemps de cette année, on annonçait le retour imminent de Thieu), les bateaux français arrivaient (ils arrivaient régulièrement tous les trois mois), la « résistance » (inexistante) avait pris My-Tho, et la Libération était pour le mois prochain (le banquier sino-vietnamien qui me l'apprit est en prison depuis deux ans). C'était l'Occupation. Et pour s'occuper on écoutait Londres, « les Vietnamiens parlent aux Vietnamiens ». En vietnamien et en chinois. Pékin, aussi. Mais les Asiates, qu'on dit sauvages, moins fanatiques et moins féroces que les Européens, n'y désignaient pas leurs compatriotes aux coups des assassins. Schumann Pousse-au-crime, l'aboyeur-académicien, aurait indigné les Vietnamiens.

Surpris par leur victoire, débordés par les problèmes de ravitaillement et d'administration, supérieurement ignares en matière d'économie et de finances, le Tonkin étant devenu sous leur férule une petite province pauvre à la population sans besoins, les vainqueurs organisaient brillamment le chaos. Les plus anticommunistes devaient en convenir : ce n'était pas l'enfer, ni le régime de fer. C'était celui de l'incohérence. Le règne de la gabegie et de l'incompétence. Prônant le retour à la terre afin de décongestionner les villes, où, du temps des Français et des Américains avaient afflué des centaines de milliers de campagnards, chassés par la guerre ou attirés par le dollar, et tout d'abord Saïgon, qui comptait un million de chômeurs, ils avaient essayé de susciter des volontaires. Devant le peu de succès, ils étaient passés progressivement à la contrainte. En 1976, ils commençaient d'embarquer les sans-travail, plus exactement les sans-couverture, pour les « *vuong kinh tê moi* », le « nouvelles zones économiques ». Mais beaucoup revenaient à Saïgon, où ils évisaient domicile sur les trottoirs, en pleine ville. Impuissantes, les autorités fermaient les yeux. Les commerçants chinois qui, l'année précédente, parlaient tous de tirer la grille, avaient vite compris que, fermer boutique, c'était se déclarer chômeur. Et donc « volontaire » pour le bon air de la campagne. Tout mais pas ça. Mieux



valait payer la patente, et faire semblant de commercer. Ils avaient donc réachalandé leurs vitrines : quatre cadres de bicyclette ici, trois poupées en plastique là, encadrant quelques boîtes de capotes anglaises, dont étaient friands les bô-dôi, gros clients du demi-million de prostituées, maintenant aux trois-quarts vérolées en raison du manque total de médicaments.

Après avoir éliminé « la bourgeoisie apatride », ce qui signifiait s'être approprié les banques et les grandes sociétés, en attendant de spolier tous les étrangers, ils ménageaient « la bourgeoisie nationale », lui offrant « la coopération ». Ainsi tolérés, allaient vivre d'expédients pendant deux ans les centaines de milliers de commerçants, patentés et surtout non-patentés, chinois et vietnamiens. Les communistes espéraient qu'ils finiraient par opter pour la collaboration ou la campagne. Mais ils ne bougeaient pas : ils attendaient le miracle.

Au printemps 1978, d'un coup, tout changeait. Fin Mars, le Comité Populaire de Ho-Chi-Minh Ville (ex-Saïgon-Cholon) décidait que « en exécution des instructions du Premier ministre », et « vu que la rééducation politique des commerçants capitalistes et l'édification d'un commerce socialiste en vue de servir la production et la vie de la population constituent une tâche importante de premier rang de la ville depuis le jour de la Libération », « désormais les commerçants capitalistes ne peuvent plus continuer à exercer leurs activités commerciales et sont encouragés et aidés par l'Etat dans leur conversion dans la branche de la production. » Ils étaient informés qu'après inventaire des stocks et leur rachat par l'Etat ils devaient « se faire enregistrer pour être transférés dans la branche de la production en vue de contribuer à la reconstruction du pays. » Le journal « Saïgon Giai Phong » (Saïgon-Libération) précisait que « la politique de suppression du gros commerce est appliquée à tous les commerçants capitalistes, quelles que soient leur nationalité, leur religion » (2). Une semaine plus tard,

---

(2) Communiqué du Comité Populaire de Ho-Chi-Minh Ville du 23/3/78 (Bulletin de la Chambre de Commerce Française n° 68/78).



elle était étendue à tout pays. Et, un mois après, s'y ajoutait qu'ils devaient « être versés dans la branche de production, en dehors de la ville Hochiminh. » Suivi de l'avertissement suivant : « L'Etat reçoit cordialement les personnes qui exécutent scrupuleusement ses décisions, et leur donne la priorité de choisir librement l'endroit où elles veulent venir établir leur production. Par contre, celles qui n'exécutent pas sérieusement les décisions de l'Etat et continuent à être têtues seront obligées de quitter la ville Hochiminh dans un délai déterminé et de venir s'établir dans un endroit fixé par l'Etat » (3).

Précédé par le bouclage du périmètre du grand marché en plein air du centre de Saïgon, le fameux « marché aux voleurs » des journalistes français, suivi d'une rafle à laquelle personne cette fois n'échappait, l'inventaire des stocks et des biens commençait. Il n'en restait presque rien. Les propriétaires des magasins avaient tout vendu depuis des années, et acheté de l'or et des dollars pour être couverts en cas de changement de monnaie (un premier avait eu lieu en septembre 1975). et aussi pour survivre. Le coût de la vie avait en effet quintuplé en trois ans. Mais l'or et les dollars avaient monté plus encore (ils seraient au décuple en Mai, lors du deuxième changement). Ils constituaient donc non seulement un bon placement, mais étaient une source de revenus, et c'est ainsi que le monde commerçant avait pu vivre pratiquement sans rien faire pendant trois ans. Les communistes le savaient. C'est pourquoi les inventaires étaient la plupart du temps accompagnés de perquisitions minutieuses.

Ces commerçants chinois et vietnamiens, passés en vingt-quatre heures du rang de « bourgeois nationaux » à celui, peu reluisant, de « commerçants capitalistes », n'étaient évidemment pas enchantés. Mais tous acceptaient leur sort sans broncher, et se portaient « volontaires » pour les « nouvelles zones économiques » (les autorités vietnamiennes mettent leur point d'honneur à n'accueillir que des « volontai-

---

(3) Communiqué du Comité populaire de Ho-Chi-Minh Ville du 29/4/78 (Bulletin de la Chambre de Commerce Française n° 99/78).



res », les formules d'engagement étant gracieusement mises à votre disposition par l'Administration, et les « entêtés » étant « volontaires » pour « di hoc » aller à la rééducation). Le journal « Tin Sang » (Les Nouvelles du matin) du 15 juin annonçait par exemple que « Dans le 5ème arrondissement, 394 familles se sont réparties en plusieurs groupes dont chacun comprend 3 à 15 familles : groupe de production de pièces mécaniques, groupe de fabrication des briques, groupe de transformation des produits alimentaires, etc... Tous se sont inscrits pour aller travailler dans la province de Hau Giang (...). D'autres commerçants capitalistes se sont inscrits pour la nouvelle zone économique Gia Lanh (province de Lâm Đông) spécialisée dans la plantation des mûriers et l'élevage des vers à soie » (4). Ce n'était pas le Pérou. Mais ce n'était pas non plus le camp de concentration, cher aux pseudo-réformistes de Pékin, et encore moins l'abattoir des camarades de Monseigneur, les Khmers Rouges, leurs alliés. C'est alors que la Chine s'empara de l'affaire.

La guerre déclenchée à son instigation par les Cambodgiens, soutenus maintenant à fond, qui entravait l'activité économique et obérait lourdement le Viet-Nam, avait été pour Pékin la première occasion de créer des difficultés à celui-ci. La deuxième occasion se présentait, encore meilleure, et elle ne la laisserait pas passer.

Le tir de barrage de la propagande chinoise commençait. Ne reculant devant aucun mensonge, inventant de toute pièce des crimes vietnamiens dont elle prenait l'univers à témoin, elle submergeait en quelques semaines de ses plaintes et de ses imprécations le monde entier. Hanoï, pourtant orfèvre en la matière, qui, pendant sa guerre d'agression au Sud, avait utilisé les mêmes procédés, en restait sans voix. Prenant prétexte de « la discrimination, de l'ostracisme, et de la persécution » dont étaient soi-disant victimes les Chinois du Sud, elle brandissait la menace d'un conflit armé imminent entre la Chine et le Viet-Nam, dont les Chinois du Nord allaient être les premières victimes. Faisant alter-

---

(4) Bulletin de la Chambre de Commerce Française n° 87/78.



ner à leur endroit les promesses mirifiques et les menaces voilées, elle invitait ceux-ci à venir se mettre à l'abri en Chine, où ils seraient reçus à bras ouverts. Ces Chinois, quelque deux cent mille, restés au nord après le partage de 1954, et « vietnamisés » avec l'accord de Pékin, étaient tous des manuels, employés, pêcheurs, et surtout des ouvriers.

A l'appel de la mère-patrie, l'exode débutait. Des régions entières se vidaient de leur population, paralysant la production. La région des charbonnages de Hong-Gai et de Cam-Pha était la plus touchée. Mineurs, dockers, mécaniciens, potiers, tisserands, pêcheurs, désertaient. Des fabriques cessaient de fonctionner. Dès lors, l'affaire était lancée. L'escalade suivait. La Chine annonçait cette fois que les Chinois du Nord étaient expulsés. Pékin menaçait : la Chine défendrait ses enfants. Se sachant soutenus, les Chinois du Sud, si froussards à l'ordinaire, maintenant s'enhardissaient. Les « volontaires » pour la « kinh tê moi » renoublaient, déménageaient, se cachaient. La police vietnamienne, opérant la nuit, les embarquait. Pour faire bonne mesure, la propagande chinoise lui faisait ouvrir le feu, puis comptait les morts et les blessés. Sous les attaques de la Chine, les Vietnamiens pliaient, reculaient, cédaient. Pékin exigeait qu'on considère les sino-vietnamiens comme des étrangers (24 mai) : d'accord, ils acceptaient. Pékin, quelques jours plus tard, décidait d'interrompre le financement et la réalisation de certains projets (30 mai) : ils déploraient. Pékin, poussant son avantage, annonçait l'envoi de bateaux pour « rapatrier les ressortissants chinois sinistrés » (2 juin) : ils acceptaient encore.

A l'annonce de cette nouvelle, une vague d'hystérie déferlait sur Saïgon-Cholon. Toute la colonie chinoise, au comble de l'excitation, en perdait l'entendement. Plus aucun Chinois ne tenait des propos sensés. Comme toujours en pareil cas, les plus intelligents étaient les plus déçus. La passion obscurcissait leur cerveau, annihilait complètement leur jugement, les rendait imperméables à tout raisonnement. en quelques jours, la Chine était devenue le Paradis. Les millionnaires, qui se seraient fait coffrer à l'arrivée, étaient les plus excités. C'était à qui cracherait le plus fort



sur le Viet-Nam. De ce pays où ils avaient fait fortune, ils ne voulaient plus rien savoir d'autre que le fameux dicton chinois : « Nâm tō, neui ts'eung » : les hommes sont des voleurs, et les femmes des putains. Les Chinois se découvraient. Et l'on pouvait mesurer quelle réserve de haine dissimule leur politesse raffinée, et quel danger ils peuvent représenter.

Le dollar montait en flèche : 1400, 1600, 1800, 2000. 2200, même 2400 dong (billet de 100), crevant tous les plafonds. C'est que les Chinois, toujours bien renseignés, qui perdent quelquefois la boule mais jamais le boulier, vendaient leur or pour acheter des dollars, non seulement au départ plus faciles à cacher, mais beaucoup plus cotés en Chine, à l'arrivée. Ils fourguaient aussi leurs biens, puisqu'ils allaient embarquer. Les prix des machines à coudre, des motos, des réfrigérateurs, des tivis, s'effondraient.

Les Chinois de Hong-Kong s'en mêlaient. La presse de la « Colony » faisait chorus. La Chine rouge manquait de bateaux ? Les capitalistes chinois lui en offraient. Un armateur de Hong-Kong mettait trente bateaux à sa disposition. Toute la Diaspora faisait bloc avec Pékin. La Chine désunie refaisait son unité pour voler au secours des frères de race en danger.

La Chine annonçait le départ de deux bateaux. Elle rejetait en même temps la proposition du Viet-Nam de négocier (9 juin). Elle embarquerait qui bon lui semblerait, comme il lui plairait, où elle voudrait. Qu'est-ce-que cela signifiait ? La guerre ? Il était permis d'en douter. Mais, après avoir ameuté l'univers, la Chine pouvait-elle reculer ? Elle perdrait la face. Cela semblait impossible.

Les bateaux arrivaient à l'embouchure de la Rivière de Saïgon, à la limite des eaux territoriales. Des milliers de Chinois, des Vietnamiens aussi, en voiture, en moto, à bicyclette, en cyclo, à pied même, partaient pour Newport, le nouveau port de Saïgon, acclamer les Libérateurs qui, forçant le passage, allaient faire leur entrée. Là, ils attendaient tout un jour, patiemment, sous le soleil. Mais rien ne venait. Le soir, ils rentraient chez eux, éreintés et déçus.



Les jours passaient. Et rien ne se passait. La fièvre tombait. Le dollar aussi. Et à l'enthousiasme succédait bientôt le désespoir, comme toujours chez les Chinois, cyclothymiques inguérissables, passant en quelques heures de la surexcitation à la dépression, de l'optimiste enfantin au pessimisme le plus noir. Et puis c'était la colère. Colère contre la Chine, en qui ils avaient cru, et qui les avait fourvoyés. Qui les avait conduit à se ridiculiser. La lucidité leur revenait, et du même coup la mémoire. Ils se souvenaient que Pékin n'avait pas dit un mot quand leurs frères du Cambodge avaient été jetés sur les routes, perdant tous leurs biens, et souvent même la vie. Ils se rendaient compte que la Chine se servait d'eux pour jouer son jeu, qui était de déséquilibrer le Viet-Nam économiquement et financièrement. Qu'ils n'étaient que des pions.

Les Chinois, maintenant, se sentaient seuls, abandonnés par tous. Abandonnés par la Chine rouge, qui se moquait d'eux. Abandonnés par la Chine blanche, qui ne voulait pas d'eux. Ils comprenaient que personne ne viendrait à leur secours, et qu'ils ne devaient plus compter que sur eux-mêmes. Toujours astucieux, ils allaient en peu de temps trouver une solution. De cette solution naîtrait ce que la presse mondiale appellerait « le drame des réfugiés », et qui est en fait le grand, l'immense scandale des réfugiés, la deuxième Légende du siècle.

Robert VICTOR.

( à suivre ).



Charles de GUIBERT.

## Le Canal Royal du Languedoc

*A Toulouse, Mazamet et autres lieux, M. Valéry Giscard d'Estaing annonce tantôt sous les huées, tantôt sous les applaudissements, la renaissance des dix-huit départements du « Grand Sud Ouest » à partir de 1980.*

*« Défense de l'Occident » est sensible à ces promesses.*

*Mais elle juge opportun de rappeler qu'il y a juste trois siècles — en 1680 — mourait un pionnier du « Grand Sud Ouest » précurseur sans doute des beaux projets qui sont présentés aux habitants de la plus pauvre région de France, mais futurs Texans hexagonaux.*

*Appuyé vigoureusement par le Pouvoir, Pierre Paul Riquet, humble mais habile, réalisa le Canal des deux mers.*

*Souhaitons-lui des imitateurs et peut-être pour les stimuler, consacrons à cette œuvre quelques explications.*

*Voici donc les divisions de notre entretien. Nous étudierons successivement :*

*1° Le cadre économique et politique où s'inscrit l'œuvre entreprise — 2° La façon dont elle a été réalisée — 3° La façon dont elle a été gérée — 4° Pour finir en une brève conclusion les résultats qui furent les siens.*

### **I - CADRE ECONOMIQUE ET POLITIQUE**

*Le Roi Louis XIV gouverne la France à partir de la mort du Cardinal Mazarin le 9 mars 1661. A cette date les troubles qui ont marqué la minorité royale ont pris fin, la paix intérieure est rétablie en Languedoc. Les circonstances*



politiques permettent à l'activité économique de s'épanouir et à l'Etat de promouvoir une œuvre d'intérêt général.

Le Languedoc est relativement isolé de l'ensemble du royaume. Ses deux parties traditionnelles — le Haut et le Bas — ont elle-mêmes besoin de communiquer. Le haut Languedoc est abondant en céréales. Le bas Languedoc est très orienté vers la viticulture depuis la fin du XVI<sup>ème</sup> siècle surtout dans ses terrasses et ses coteaux, et aussi par les produits de distillation demandés par l'étranger, la Hollande surtout. Enfin sur le plan des entreprises industrielles, le Bas Languedoc peut présenter les soieries à Nîmes, les lainages à Montpellier et la draperie à Carcassonne.

Si la diversité des deux Languedoc les rend complémentaire l'un de l'autre, on ne saurait en dire autant de l'Aquitaine et du Languedoc. Dans les domaines du blé et du vin elles ont des productions identiques. En outre l'économie de l'exportation rend les deux provinces divergentes. L'une est tournée par Bordeaux et Bayonne, vers le nord : Bretagne, Hollande, Angleterre, l'autre par Narbonne la nouvelle et Agde vers la Provence et l'Espagne méditerranéenne. Cependant cette vue théorique des choses doit être complétée par le constant de la décadence des ports languedociens (Aiguemortes, Palavas, Frontignan et Narbonne à la Robme ensablée) à l'exception d'Agde gagné cependant par l'ensablement. Sur le terrain des communications externes les besoins sont grands et les moyens limités. Et cependant le trafic ne demande qu'à se développer : les vins du Bas Languedoc s'exportent vers Bordeaux, vers Lyon et par là vers les pays du Nord, l'eau de vie est recherchée par la Hollande via Bordeaux, le produit des industries montpelliéraines est recherché par Marseille et Gênes. De Bordeaux même affluent vers Toulouse par la batellerie qui descend la Garonne le poisson séché, les épices et les barriques vides qui aspirent à se remplir.

Dans le cadre d'échanges commerciaux et interprovinciaux on pouvait donc compter sur l'impulsion très vigoureuse que serait l'ouverture du canal. Mais son rôle devait-il se borner là ? Au-delà de l'isolement des deux provinces de Guyenne et du Languedoc, auquel mettrait fin sa



création, il demeure cette route des Deux Mers dont l'idée est ancienne, a subi des éclipses notamment lorsque l'Anglais est le maître à Bordeaux, mais a refait son chemin depuis le début du XVIIème siècle.

Au surplus les données de la théorie économique et l'espoir du jeune règne vont concorder pour donner corps à l'entreprise. Colbert à dix-neuf ans de plus que le Roi. Mais il a discerné la qualité de son souverain et son mot fameux de 1664 demeure : « Songez que nous ne sommes pas en un règne de petites choses. » Par delà la mise en valeur du pays entier, le développement à une industrie et d'un commerce seuls capables d'attirer l'argent étranger. Colbert vise à l'accroissement du Trésor national. Il veut créer une France marchande pour exporter les produits de la France agricole et industrielle tout en limitant au maximum les importations. Et c'est ainsi que l'absorption d'une grande partie du commerce Est-Ouest, Méditerranée-Océan par le canal des Deux Mers devait rendre désert bien des ports espagnols. Dans le cadre de cette politique s'inscrit tout un plan d'aménagement et de réfection des Ponts, Chaussées et Voies navigables. Le Ministre compte, dans les pays d'Etat, sur la participation des Assemblées et des diocèses à la dépense et sur les Intendants pour l'exécution des travaux. Les desseins du pouvoir royal vont coïncider avec les progrès de l'art de la construction des canaux qui avait stagné jusqu'à la fin du XVIème siècle malgré l'invention de l'écluse à double porte par Léonard de Vinci. Mais le pas décisif dans cette branche de la science hydraulique serait dû à Adam de Craponne, gentilhomme provincial qui, créateur du Canal de la Durance à l'étang de Berre, appliquait le principe du canal à point de partage, c'est-à-dire du principe de l'alimentation en eau en la partie la plus élevée du profil, ce qui assure la continuité du parcours sur chacun des flans d'une proéminence. Le canal de Briare est encore un exemple de l'application de ce principe. Cependant on serait embarrassé pour établir le lien précis entre la pensée de Riquet avec ses tenanciers : ce serait œuvre vaine et les querelles entre ses héritiers et le général Andréossi au début du XIXème siècle n'ont rien résolu.



## II - LA REALISATION DU CANAL DES DEUX MERS

Envisageons successivement les principaux acteurs en jeu, le canal lui-même, la façon dont l'entreprise a été conduite et enfin, ce qui apparaîtra à certains comme le plus surprenant, de l'érection en fief du canal.

### A) *Les partenaires et leur entente.*

Tout a été dit sur Pierre Paul Riquet. Il est de souche artisanale. Son grand père, Nicolas, est tailleur à Béziers. Son père, François-Guillaume, est procureur à la Cour de Béziers. Marié en 1601, il a plusieurs enfants dont Pierre Paul né en 1609. François Guillaume ne pêche pas par un excès de scrupule. C'est un effairiste qui passa trois ans en prison et dont la carrière notariale ne fut pas exemplaire.

Paul Riquet a un bagage intellectuel léger. Les professions libérales lui sont donc fermées. Il se rabat sur la petite bureaucratie de la ferme des gabelles. Mais il ne demeure pas simple employé longtemps. Il devient directeur. Puis franchissant l'étape il parvient à la fortune en ayant été fournisseur des Armées en Cerdagne et Roussillon, acquiert des terres au pied de la Montagne Noire et à Bonnepas, près de Toulouse.

Depuis longtemps il songe à la grande entreprise, mais son dessein demeure secret. Cependant, assisté d'un jeune Revélois, Pierre, il fouille la Montagne Noire, établie des cotes de nivellement, dose les débits, conçoit les jonctions, et repère le tracé possible des rigoles ou ruisseaux collecteurs artificiels. Il comprend, comme ses prédécesseurs, le rôle que devaient obligatoirement jouer les pierres de Maurouze, point de partage des eaux, dans le destin du canal. Mais au lieu de tenter l'impossible alimentation par les eaux de l'Ariège il a recherché sur la face sud de la Montagne Noire les petits cours d'eaux susceptibles d'être dirigés à Maurouze.

Lorsque ses plans sont prêts il trouve l'interlocuteur. C'est M. l'Archevêque de Toulouse, d'Anglure de Bourle-



mont qui se rend sur les lieux accompagné de l'Evêque de Saint Papoul. Convaincu il engage Riquet à communiquer, sans son autorité, son projet à Colbert. Le Ministre et à sa suite le Roi s'y rallient et après un entretien à Paris avec Mgr d'Anglure une Commission commence l'étude du programme, à Toulouse, le 8 novembre 1664 en présence de l'Intendant de la Province. Le 19 janvier 1665 avis favorable est donné et dès octobre de la même année la rigole d'aménée à Maurouze est achevée.

L'année 1666 va être l'année du Statut financier du Canal. Ni Riquet, ni le Trésor ne pouvait supporter les frais de la totalité de l'entreprise. Le Languedoc pouvait par contre assurer une importante contribution. Combinant avec toute l'intelligence d'un financier ces éléments divers Riquet parvint à convaincre le gouvernement que les moyens de pourvoir aux dépenses sont sûrs. Enfin et prévoyant l'avenir Riquet se porte acquéreur du Canal qui sera érigé en fief dans des conditions préalablement discutées et arrêtées avant les adjudications. Le 7 octobre 1666 l'édit de construction qui crée le fief du Canal est donné sans nom de bénéficiaire. Le 13 un arrêt du conseil des finances intervient qui porte d'une part les offres faites par Riquet pour le financement des travaux et l'acquisition par lui du fief et de l'autre l'acceptation royale. Parallèlement le 5 octobre le devis est dressé par le Chevalier de Clervill, approuvé par le Roi le 7 et le 14 un nouvel arrêt du Conseil des Finances accepte les offres de Riquet entrepreneur s'élevant à 3.630.000 livres. Ainsi donc en 15 jours l'édit avait été rendu, plus adjudications faites, le tout ayant été conçu entre le grand Ministre et l'ancien employé des gabelles, mais les formes consacrées ayant été respectées.

## B) *Les éléments du canal.*

### I - L'EAU

#### a) *Dans un canal il faut de l'eau.*

Pour la section à l'est de Trébes (Aude) l'utilisation des Fresquel et de l'Aude semblait possible. Pour la section



de Toulouse Trébes, Riquet devait conduire au lieu de partage des eaux une rigole. Dans un premier projet celui-ci est fixé à Graissens (Hte Garonne), mais cette localité fut abandonnée comme étant à une altitude excessive et la fontaine de la Grave près des pierres de Maurouze, soit à 50 mètres au-dessus du cours de la Garonne, fut retenue. Le Sor fut retenu aussi comme le ruisseau à saigner en premier lieu en partant du Moulin du Purgatoire et pour le compléter la Commission nommée en 1665 prévoyait la construction d'une rigole dite « de la montagne » auxiliaire de la rigole de la plaine, devant rejoindre le Sor mais après avoir collecté des eaux des divers torrents du versant Sud de la Montagne Noire : l'Alzan, la Bernassonne, le Lampillon, le Lampy, le Rieutort et percé la montagne.

Si la conception même de l'alimentation demeura inchangée, son application pratique dût être remaniée plusieurs fois.

#### b) *Mais à qui appartient l'eau ?*

Aucune des sources d'eau découvertes par Riquet ne provenait de cours d'eaux navigables. Ils n'appartenaient pas au domaine public, mais aux seigneurs des terres où ils étaient nés. En outre il y avait des jouissances de prise d'eau, moulins, martinets. Leurs titulaires furent compris parmi tous les ayants droits et comme ceux-ci désintéressés. Quant aux eaux domaniales tirées des rivières et fleuves navigables dont Riquet devait alimenter les parties basses de son canal il est probable qu'il en jouit par concession tacite du Roi ou ordre exprès.

## II - LE TRACE ET L'IMPLANTATION

Les projets et expertises dépassés restèrent fragiles et furent sujets à de nombreux remaniements, soit de Maurouze vers la Garonne, soit de Maurouze vers la Méditerranée. Riquet envisagea de rejoindre l'Agoût et d'atteindre la Garonne par Moissac (Tarn-et-Garonne), ou de l'attein-



dre à Toulouse mais en empruntant les vallées du Girou et du l'Hers, enfin de tirer un canal en droite ligne de Maurouze aux fossés de Toulouse. En direction de la méditerranée la conception la plus simple envisageait de pousser le canal jusqu'au Fresquel. De cette rivière on passerait à l'Aude pour atteindre la mer par la Robine de Narbonne. Mais la difficulté était de rendre navigable ces cours d'eau. Finalement on délaissa ce projet pour rejoindre Villedaigne, Pézens et la plaine de Marscillan (Aude). Rapidement on constata que le grau de la Nouvelle serait impropre au trafic souhaité, et des projets grandioses furent même envisagés reliant la Robine au Rhône par les étangs. En pratique en cours de travaux le tracé définitif sera l'œuvre de l'entrepreneur et de ses ingénieurs.

### *III - LES TERRES*

Après les tracés de plan et les piquetages devait venir l'ouverture des chantiers. Activité mécanique soulevant les questions juridiques nées de la propriété du sol. Restait à contraindre les propriétaires des fonds et des droits à abandonner ceux-ci selon certaines conditions. L'autorité dispensatrice des autorisations est le Roi, la raison d'être est l'intérêt public. Toutes ces opérations restent subordonnées au paiement d'un juste prix.

La justification de l'abandon forcé des terres aurait pu se trouver dans les formules absolutistes du Roi : « omnia sunt principis ». On connaît les instructions du Roi au Grand Dauphin : « tout ce qui se trouve dans l'étendue de nos Etats, de quelque manière qu'il soit, nous appartient au même titre. Vous devez être persuadé que les rois sont seigneurs absolus et ont naturellement la disposition pleine et libre de tous les biens qui sont possédés... pour en user en tout comme de sages économes. » Mais il n'en fût rien. Au contraire s'élabore une procédure particulière aux grands travaux qui seront exécutés jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Cette procédure aura un but : l'utilité publique, mais tout immeuble est expropriable de quelque nature qu'il soit



et à qui qu'il appartienne sur tout le parcours des canaux et travaux conjoints. Tous les droits attachés aux terres expropriées seront rachetées de la même manière.

Cette procédure d'expropriation va se diviser en deux phases : l'une publique de caractère législatif et administratif, l'autre d'indemnisation. Les devis dressés dégagent les lieux à exproprier. L'entrepreneur trace son alignement et par le fait même le propriétaire se trouvait exproprié, retrouvant sans formalités sa terre si la route se trouvait modifiée. Mais l'entrepreneur à charge de payer et l'estimation est faite par une commission permanente composée d'ecclésiastiques et de fonctionnaires nommés partie par le Roi, partie par les Etats. Les évêques de Rieux et de St Papoul y figurent. La commission nomme les arpenteurs et les experts. Les prix varieront suivant qu'il s'agit de la nature des terres, de leur emplacement et suivant qu'il y a eu ou non destruction de bâtiments. C'est le Roi qui a accepté la charge des indemnités dans son édit, mais il s'en exonera très vite en raison de difficultés de trésorerie. Les Etats du Languedoc votèrent un don gratuit de 2.400.000 livres dès mars 1667 et diverses avances se succédèrent jusqu'en 1696. Les fonds étaient remis aux intéressés sur le vu d'états particuliers de distribution. Furent indemnisés les particuliers pleinement propriétaires, les seigneurs pour la perte de leurs droits et notamment des péages, les dîmes dues aux ecclésiastiques, les communautés qui y perdaient la taille, le canal devant en être affranchi. Grâce à la vigilance des Commissaires les expropriés du Languedoc furent indemnisés dans des limites acceptables et surtout le furent complètement.

### C) *L'entreprise*

Le régime normal d'exécution des grands travaux d'art au XVIIème siècle est normalement l'adjudication au rabais à un entrepreneur. On use pour cette opération de la présence de « l'extinction du feu des chandelles ». Valable pour les réfections de route, les constructions de ponts et chemins, l'entreprise n'est pas, alors, le procédé juridique



utilisé pour les grands travaux de navigation tels que les canaux. Colbert lui préfère la concession. C'est un accord beaucoup plus complexe et qui comporte pour le concessionnaire, outre la construction de l'ouvrage public généralement à ses frais, risques, l'obligation d'entretien contre la perception de péages et d'autres prérogatives. L'intérêt que présente la concession est son érection en fief.

Riquet commença à être l'adjudicataire de la rigole de conduite à Naurouge, en 1665, d'autant plus qu'il en assumait la charge. Mais il lui restait le canal lui-même. Pour dresser le cahier des charges du canal à fin d'adjudication, le Roi désigna le chevalier de Clerville, commissaire général des fortifications. On décida de n'adjuget d'abord que le tracé Toulouse-Trébes. Le cahier fut achevé le 5 octobre 1666. Pour la deuxième tranche, de Trébes à Sète, ainsi que pour parachever le port de Sète deux autres devis et cahier des charges étaient rédigés par le chevalier de Clerville après un voyage à l'étang de Thau de Riquet lui-même, du gouverneur et de l'intendant du Languedoc et de l'Archevêque de Toulouse. Après publication des devis pour ces trois opérations Riquet sortit vainqueur de ces adjudications, ayant fait les propositions les plus faibles. Les dernières formalités de la seconde tranche se terminèrent le 5 août 1669.

Mais dès 1667 les travaux de la première avaient commencé. Dès février le nombre des ouvriers atteint 2000 hommes. En février 1669 il y en a 5000 des deux sexes. A Noël de la même année 8000 hommes et 1500 femmes. Bien entendu cet effectif subit le dégonflement annuel durant le temps des moissons et des vendanges. Tout ce personnel est encadré par des capitaines qui commandent 50 hommes, des chefs s'ateliers qui ont 6 capitaines sous leurs ordres et des contrôleurs sédentaires qui régissent quatre chefs d'ateliers. Deux contrôleurs généraux ambulants contrôleront les contrôleurs sédentaires. Bien entendu ce système a subi des modifications en cours d'opération. Les effectifs pour le seul terrassement paraissent être montés jusqu'à 12000 hommes sans difficultés. Par contre voituriers et charretiers posèrent plus de problèmes et les Intendants, dès 1671 durent leur imposer de voitures de préférence. Le rapproche-



ment des manifestations solennelles d'inauguration dut à la rapidité du travail : scellement en avril 1667 de la première pierre du bassin de St Ferréol, mise en eau du canal de Toulouse à Maurouze en janvier 1670. Les travaux entiers touchaient à leur fin quand Riquet mourut en 1680. Le 15 mai 1681 avait lieu le premier essai de navigation. Le Roi ordonna une nouvelle et définitive inspection qui eut lieu en 1683 et le R. P. Mourjnes jésuite qui fût l'un des inspecteurs — adressa sa relation — particulièrement pittoresque, à Colbert.

L'ouvrage fût par la suite l'objet de diverses améliorations. Vauban, dans les années 1686 devait percer les Caminazes (2 ans), permettant ainsi aux eaux de la Rigole de la montagne de s'écouler vers St Ferréol. A Toulouse, au XVIIIème siècle le Port St Etienne dût être complété par le port St Sauveur. Pour faciliter le projet de liaison du canal à la Robine de Narbonne on construisit, pour alimenter cette dernière, le bassin de Larspy (Aude) : l'ouvrage, simple muraille de pierres de taille soutenue par contreforts fut achevé en 1782. Des prises d'eau intermédiaires furent créées sur le Fresquel et l'Onb. Ainsi le Canal du Midi resta-t-il adapté à l'intérêt public.

#### *Le Financement de l'Entreprise.*

Le 23 février 1666 les Etats du Languedoc déclarèrent qu'ils ne pouvaient ni pour le présent, ni pour l'avenir continuer à la dépense du Canal. Riquet ne possédait pas un patrimoine suffisant pour le supporter. Il fallait donc que l'amorçage financier soit fait par le Roi. Or dans ses propositions Riquet suggère des solutions qui furent, par la suite, adoptées. Le problème à résoudre est d'ailleurs simplifié. On ne s'occupera que de financer pour l'instant le parcours de Toulouse à Trébes. Ensuite on s'attaqua à la tranche de Trébes à l'étang de Thau. Et enfin aux ouvrages du port de Sète. Entre temps la Province s'était ravisée et avait voté un don gratuit de 2.400.000 livres à réaliser en huit paiements annuels de 300.000 livres. Ebranlés par la réussite des essais et la rapidité de la mise en œuvre les Etats



se trouvaient engagés par leur contribution à la première entreprise : ils participèrent donc à la seconde ainsi qu'au paiement du Port de Sète.

L'analyse des parts respectivement versées à l'entreprise par le Trésor Royal, les Etats du Languedoc s'établit ainsi. Le Roi 8.484.050 livres ; les Etats 8.070.202 livres ; Riquet personnellement 4.022.592. En tenant compte d'une partie de ces sommes le Canal revint à 17.161.028 livres. Pour faire face à leurs charges personnelles les héritiers de Riquet durent vendre dès 1683 des parts de leur fief du Canal. Cette vente alla jusqu'à un peu plus de la moitié. Les ventes étaient assorties d'une clause de rachat. En 1724 les héritiers avaient tout retirer.

#### D. LE FIEF

Au XVII<sup>ème</sup> le fief est sans doute l'élément le plus stable des institutions féodales, et il est toujours la première composante de la condition des terres. Une destinée nouvelle apparaît pour lui maintenant : il va être utilisé au service de conceptions économiques et publiques nouvelles. De nombreux exemples apparaissent : la charte de la Cie des Indes Orientales, les baux à fief nouveaux consentis par les seigneurs pour leurs terres des Landes, enfin le régime de la concession de travaux publics dont le régime prévoit qu'entre autres prérogatives exorbitantes, l'œuvre sera le plus souvent attribué à titre de fief au constructeur. Ce fut le cas du Canal royal du Languedoc. On peut relever l'une des conséquences de l'application du fief à la concession : en un temps où l'évolution économique poussait tout un chacun à participer à la mise en valeur du pays la règle de la dérogation opposait son impératif aux éventuels entrepreneurs de naissance noble. Par le biais du fief noble il y avait sans doute une possibilité d'échapper à la règle. Le système a les préférences de Riquet et il recueille l'accord du Roi et de Colbert. Aussi l'édit d'octobre 1666 érige-t-il au milieu de nombreuses autres dispositions que nous avons déjà vues, en plein fief le canal de communication des mers, moyennant la foi et hommage d'un louis d'or.



Le fief a des caractéristiques traditionnelles, il a aussi une portée économique nouvelle. Au titre des conceptions médiévales nous retrouvons une assise terrienne proprement dite avec ses francs-bords de 6 toises de large chacun, l'autorisation de se faire bâtir un château, un nombre suffisant de moulins à blé, comportant le privilège de l'annoblissement, le droit de justice et de police. Nous terminerons cet exposé en esquissant la carrière aristocratique de la descendance de Pierre Paul Riquet. Insistons maintenant quelque peu sur le droit de justice. Il était opportun de soustraire aux justices seigneuriales sur les aires desquelles le canal se profilait les différents nés de son exploitation d'un type nécessairement nouveau. Il fallait organiser « bonne et prompte justice ». Mais ce n'est qu'une justice rendue en sincère instance, en matière civile et pénale. La juridiction du second degré est tantôt la Grand Chambre du Parlement de Toulouse, tantôt la Cour des Comptes de Montpellier. Les pouvoirs de police comportaient le droit de rendre en la matière, des ordonnances. Mais la conception économique n'en demeure pas moins le but profond de l'entreprise. Le Canal n'est pas fait pour servir des intérêts privés mais ceux de toute la nation. C'est l'autorité royale qui fixera les redevances péagères, les tarifs de transport. Ces revenus seront perçus par les détenteurs du service public mais demeurent affectés, en priorité, à l'entretien des ouvrages et au paiement des salaires du personnel. Tout comme l'entreprise elle-même, le fief fut adjudiqué après enchères aux chandelles en deux épisodes en 1668 et 1677 moyennant 400.000 livres qui se trouvèrent affectés à la construction du canal.

A la Révolution le fief se trouva aboli et le siège de justice supprimé. Toutefois la propriété privée qui constituait le fonds de ces formes féodales ne fut pas touché. Mais les Administrateurs du canal ayant la propriété fut sequestrée et gérée par les Domaines dont l'exploitation fut catastrophique. Après des vicissitudes judiciaires complexes le droit de propriété des héritiers Riquet fut reconnu par la Cour de Cassation en 1844. Cependant, tandis que la branche cadette qui n'avait pas émigré avait conservé ses droits, ceux de la branche aînée furent vendus à la Caisse



des Consignations en 1809 qui put ainsi créer une compagnie du Canal du Midi composé des porteurs des 1000 Actions distribuée par l'Empereur. Sous la Restauration, par des textes de 1814 et 1823 la branche aînée et la branche cadette revinrent dans cette société dont le capital se trouva réparti en 1292 Actions. En 1858 cette Société afferma le Canal à la Cie des Chemins de fer du Midi.

### 3° *La Gestion du Canal sous l'Ancien Régime.*

#### A) LA GESTION PROPREMENT DITE.

C'est une gestion de bon père de famille. Au sens le plus étroit du terme puisque l'entreprise est et restera familiale. Riquet a la terreur des capitaux étrangers.

Dans l'exploitation les rouages sont coordonnés et s'inspectent réciproquement. Nous n'entrerons pas dans des détails oiseux d'autant plus que le système initial s'est réadapté à des situations nouvelles. Notons simplement que sous les ordres du propriétaire fonctionne un triumvirat : un directeur général, un receveur général, un contrôleur général. Cette division tripartite se retrouve dans chacun des 7 départements : Toulouse, Castelnaudary, Trébes, le Sommail, Béziers, Agde et St Ferréol. Enfin 12 gardes revêtus de la livrée royale sont chargés de la police générale de la circulation. Le but de cette organisation est l'entretien permanent du canal grâce notamment à des visites régulières et à des réparations constantes tantôt grandes, tantôt limitées. La perception des droits ressortait du contrôleur et du receveur général et de leurs subordonnés. Tout patron qui naviguait sur le canal était tenu de rédiger un « manifeste » ou déclaration de toutes les marchandises et denrées qu'il transportait sur sa barque ou sur les radeaux qu'il remorquait.

Mais il y a aussi un autre contrôle dont il faut rappeler l'existence : celui du Roi et des Etats qui ont réalisé l'ouvrage et qui sont représentés par un ingénieur en chef sur le Canal et par un Agent de la Province qui rend compte aux Etats.



Sous la Révolution, en 1797 la loi établit une formule d'organisation calquée sur celle qui venait de disparaître. Elle ne donna pas les mêmes résultats. Heureusement, le 12 Août 1807, Napoléon dota le canal et le bassin de Sète d'une formule meilleure coïncidant avec la réorganisation générale du pays.

## B) LE PERSONNEL.

Une phrase du comte de Caraman définit fort bien quel état d'esprit devait être celui des employés de la Régie. Chacun dit-il, doit se croire l'associé du propriétaire.

Le choix des collaborateurs du Canal ressort aux propriétaires. La directive générale donnée en 1776 permet de discerner dans quel esprit ce choix sera fait : « trois sortes de caractère sont seulement à rejeter de la Régie : les avantageux, ceux de probité suspecte, et les paresseux. Dès qu'un sujet qui se propose pour être employé est de bonnes mœurs, d'une santé vigoureuse et qu'il a de la bonne volonté il est propre à rendre de très bons services : il ne faut plus que le bien instruire ». Au cas de non respect des règles les constructions prévoyaient... « lui passer les premières fautes, le menant aux secondes, le révoquer aux troisièmes avec les formes les plus capables à adoucir sa disgrâce ». Je passe sur d'autres recommandations d'un ordre plus psychologique et moral. Le mot « paternalisme » est celui qui définit l'ensemble.

J'ai parcouru d'un œil distrait les tableaux de rémunération du personnel, depuis le garde magasin jusqu'au directeur particulier. Ils s'expriment en « livres ». Toute comparaison ne serait possible qu'à un spécialiste. Il m'a simplement semblé que la différence entre la base et le sommet de la hiérarchie était moins sensible que de nos jours.

## C) LA TECHNICITÉ.

Comment fonctionnait matériellement le canal ? Bon nombre de types d'embarcation y pouvaient naviguer : les



barques de la Garonne et celles du Rhône, les sétoises et les catalanes. Mais pas les galères.

La longueur de ces barques porteuses de marchandises variait de 17 à 24 mètres, leur largeur de 4 à 5,50 et leur tirant d'eau de 1,38 m. à 1,62 m. Les galères avaient des dimensions doubles.

Le poids des chargements alla croissant : de 850 quintaux (de 50 Kgs) à 1650.

Les modes de locomotion étaient le halage, la navigation à voile. Le halage était à col d'homme ou à col de cheval, le plus souvent sur les deux berges. D'Adge à Toulouse on comptait 7 à 8 jours pour charger, décharger et voyager.

L'édit de création accordait à Riquet « à l'exclusion de tous autres, d'établir sur le canal des bateaux pour le transport, voiture et conduite des personnes, marchandises et denrées. Après une brève période de navigation de plaisance, la navigation fût assurée par des bâtiments fournis par les propriétaires. Mais cela ne dura pas. Et sans qu'il y ait eu de sanction réglementaire ils laissèrent à quiconque liberté d'avoir des barques. Cette entente amiable attribuait en général aux propriétaires le tiers du prix perçu. Mais des contestations s'élevèrent opposant les Chambres de Commerce aux héritiers Riquet durant le XVIIIème siècle, constatations qui se terminèrent traditionnellement. Tout ceci n'est d'ailleurs vrai que pour les barques marchandes. Par contre la propriété et la fourniture du service des barques de poste demeura sans contestation aux mains des propriétaires du canal. Les barques de poste transportaient exclusivement des voyageurs.

Episodiquement fonctionnèrent durant certaines périodes des barques dites de « diligence » c'est-à-dire circulant à des dates fixes et faisant notamment le trajet de Toulouse à Adge du jeudi au mardi. Elles étaient réservés aux seules marchandises. Et les exploitants de ces services partageaient les recettes et pertes ou profits avec les Riquet.

En 1684 d'Agnessan, après s'être entouré de nombreux avis établit un seul droit de péage sur toutes marchandises,



et pour toutes personnes, proportionnel suivant les lieues parcourues et variant selon l'encombrement de la marchandise et invariable pour les personnes sauf 1/2 tarif pour les valets et les militaires. Le tarif comportait la fourniture des barques. Resté invariable jusqu'en 1796 il fut alors doublé. Mais en 1806 la mise au point du tarif fut réalisée par décret de l'Empereur.

Bien entendu la perception devait à la fois rémunérer les services rendus et permettre l'entretien du canal. Au total le nombre des barques tournait vers 200 en 1780.

La navigation obéissait à des règlements répondant à un impératif : la circulation libre et rapide et la répression des fraudes par les usagers.

Le trafic lui-même fut largement facilité par l'aménagement des ports et la jonction avec la Robine de Narbonne à partir de 1787.

#### D) L'ACTIVITÉ COMMERCIAL ET LA RENTABILITÉ DU CANAL.

La plus grande partie du trafic vers la mer est assuré par les grains du Haut Languedoc. Il faut noter : au départ de Toulouse des produits très divers. Les progrès au XVIII<sup>ème</sup> siècle de la viticulture du Bas Languedoc provoquent un important trafic vers Sète, port d'exportation, tandis qu'Agde conserve la priorité pour les grains. Par contre Bordeaux demeure réticent pour accepter les vins du Bas Languedoc.

Dans le sens de la montée des produits marseillais, espagnols, du Nord, l'intensité du trafic comporte des oscillations fréquentes et amples, fonction des événements politiques et économiques, et aussi des guerres. Noter que la guerre d'Espagne, de 1807 à 1811 traduit un très remarquable accroissement du trafic. Entre les pôles — Toulouse et Agde Sète — se fait l'essentiel du trafic marchand, le cabotage de l'une à l'autre station intermédiaire restant de faible importance. L'activité des barques de poste se développa sitôt la navigation rendue possible, avec au début des arrêts pour la nuit dans les auberges. Public, le service de la



barque de poste n'était réservé à aucune classe privilégiée. L'ordre en fut quelquefois incommodé et il fallut même qu'un décret du 12 septembre 1807 en refuse l'entrée « aux vagabonds et gens sans aveu ».

Les profits du canal n'étaient pas seulement le prix des transports mais aussi des profits secondaires. Les ressources que pouvaient donner les francs-bords furent très variables ainsi que leur mode d'exploitation. On y planta toute sorte d'essences. Certaines échouèrent totalement telles que les mûriers. D'autres prospérèrent : chênes le long des rigoles, un peu partout peupliers, saules et frênes. Douze moulins purent s'installer sur le Canal. Ils furent affermés. Il faut enfin signaler pour le principe quelques mois d'eau, sans qu'il y eut irrigation proprement dite.

Une fois payés traitements, gratifications, impositions et entretien surtout, il se dégagait un profit net qui s'exprimant en livres donnait aux propriétaires de 3 à 9 millions de livres (450.000 livres par an) nettes sur 20 ans et pour s'exprimer en francs de 1808 à 1827 24 millions de francs, ou 1.260.000 de francs par an.

#### IV. CONCLUSION

On peut dire que le Canal a réussi et qu'il a échoué.

Il a stimulé la vie languedocienne, d'abord en faisant vivre 2000 familles, ensuite d'août à septembre un personnel temporaire de 3 à 4000 ouvriers occupés à le réparer. Les villes qui en avaient peur au départ — Toulouse, Carcassonne, Narbonne essayent de s'y raccorder ou de s'enfler dans sa direction. Il suscite un élan nouveau, agglomérant au bout de ses embarcadères, entrepôts, magasins, maisons d'habitation, donnant partout des impulsions, provoquant le renouveau de la vie agricole et viticole. Il étend son influence par Toulouse aux grains d'exportation provenant du Tarn et Garonne, du Lot et Garonne, du Gers, de l'Ariège, des Hautes Pyrénées. Il offre un gain de temps très appréciable : deux semaines de Sète à Bordeaux, contre deux mois par



Gibraltar. Au début du XVIII<sup>ème</sup> siècle le Sud-Ouest est sorti de son isolement. Mais un but n'est pas atteint : c'est d'attirer les embarcations gênoises et catalanes. Dans tout le cours du XVIII<sup>ème</sup> siècle le Canal contribue à l'essor économique du Languedoc, mais dans le sens de la descente vers la Méditerranée presque exclusivement. Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle on est en face presque d'un canal régional à sens unique.

Mais le Canal du Midi a aussi, un autre attrait, c'est de rappeler le passé du Languedoc. Rien ne subsiste de la France bourbonnienne. A la fidélité monarchique a succédé la religion de la démocratie sociale. Aux Prélats bâtisseurs et administrateurs de l'Ancien Régime les « Pères évêques » en col roulé. Mais il reste le Canal avec ses eaux, ses arbres et ses pierres.

Charles de GUIBERT.



*Herzberg von Löwis*

## **Le MOZAMBIQUE, seconde RDA**

Lorsque le 25 juin dernier, la République Populaire du Mozambique (RPM) a commémoré le quatrième anniversaire de sa fondation, il est un pays qui, tout particulièrement, a pu se réjouir de l'événement : c'est la République Démocratique Allemande.

Berlin-Est peut, à juste titre, se déclarer satisfait, car nulle part ailleurs il n'a été possible de réaliser semblable tour de force : aligner totalement sur Pankow un pays extra-européen après s'être emparé de ses leviers de commande économiques et politiques, si bien que parler de l'indépendance de la RPM est, depuis longtemps, une joyeuse plaisanterie.

Après quatre ans d'indépendance, les boutiques sont vides au Mozambique, mais les prisons, elles, sont pleines. L'ancienne province portugaise est devenue une mauvaise copie de la RDA. Ce qui fonctionne encore au Mozambique ne fonctionne, en fait, que partiellement et encore ne le fait-il que grâce à l'aide sud-africaine et à celle, intensive, de la RDA.

Citons, par exemple, le trafic routier, complètement ruiné et qui ne fonctionne que grâce aux 1000 camions w 50 de Ludwigsfelde. Ou bien encore le riz, où ce sont des faucheuses made in RDA que l'on voit à l'œuvre dans les rizières du Limpopo. Ou bien le charbon : ce sont des mineurs de Thuringe qui font que les mines de Moatize peuvent continuer à produire. Autre cas : la Banque. Le directeur de la Banque d'Etat de RDA a, début 1979, effectué personnellement le voyage à Maputo afin de préparer une remise en ordre des finances actuellement dans un profond état de délabrement.

En RPM, l'escudo portugais a toujours cours et les nouvelles coupures imprimées à Londres moisissent depuis trois ans dans les caves de la Banque d'Etat du Mozambi-



que, faute de couverture monétaire suffisante... et parce que Samora Machel, chef du parti et de l'Etat, regardant à contre-jour une des ces coupures fraîchement imprimées, a vu son auguste effigie pourvue de cornes...

Machel n'a rien d'un plaisantin, et cela, des milliers d'habitants l'ont appris à leurs dépens, eux qui doivent être convertis à la vraie foi dans les prisons et autres camps de rééducation du pays.

La vraie foi du régime est un totalitarisme de gauche d'inspiration stalinienne. Tout d'abord, fin mars, Machel fit fusiller dix dissidents (parmi lesquels un Portugais), les accusés ayant été condamnés à mort par un tribunal révolutionnaire usant d'une procédure accélérée.

En réponse à un acte de sabotage dans le port pétrolier de Beira, acte commis par des militants de la « Resistencia Nacional Moçambicana » (RNM), les troupes de Machel — des auxiliaires tanzaniens commandés par des Cubains et des Allemands de l'Est — plongèrent la population civile du faubourg de Munhava dans un véritable bain de sang. On tira indistinctement sur tout ce qui tentait de fuir, hommes, femmes ou enfants. Commentaire d'un journal portugais : « Il est fort regrettable que des actes d'une telle cruauté ne soient sévèrement condamnés par le monde libre comme ce fut le cas lorsque semblables forfaits se produisirent sous d'autres dictatures. »

En RFA, l'on n'entend pour ainsi dire jamais de critique contre le régime de Maputo. Un journal proche de l'Establishment bonnois écrivait récemment que le Mozambique était un pays « largement unifié, dirigé par une forte personnalité et pourvu d'un parti qui fonctionnait bien ». Le « Neues Deutschland », organe officiel de la SED, n'aurait pas dit mieux !

Lorsqu'un commentateur du Deutschlandfunk (RFA) qualifia Machel de « dictateur », la « Voix de la RDA » se déchaîna contre semblable épithète appliquée à un « homme politique honoré et estimé de l'Afrique progressiste ». Non seulement c'était de la polémique, mais encore « une haineuse malveillance et de la colonnie ».



## *LE RIDEAU DE FUMÉE DE LA PROPAGANDE*

La RDA a d'excellentes raisons pour masquer les réalités derrière un rideau de propagande car l'action de Berlin-Est est bien trop imbriquée avec celle de Samora Machel.

Outre l'assistance idéologique qu'elle prodigue à la RPM et l'aide technique qu'elle apporte à la mise en valeur du pays, la RDA fournit une contribution essentielle à l'action répressive de la dictature rouge.

C'est avec satisfaction que « *Einheit* », l'organe officiel de la SED, pouvait écrire en 1978 que « le Mozambique disposait désormais d'organes de police et de sécurité révolutionnaires ».

Au nombre des conquêtes du régime de Maputo, le « *Neues Deutschland* » (RDA) cite la création d'un réseau de mouchards étendu à tout le pays. Rien qu'à Maputo même, la capitale, et dans ses environs, on ne comptait pas moins de 550 « *Grupos de Vigilancia* » dont les 17000 membres prêtaient leur concours au « *Sichereitsdienst* » (service de sécurité).

Ce n'est pas par hasard non plus que Jacinto Soares Veloso, chef des services de sécurité de la RPM, assistait aux entretiens de Maputo conduits, du côté est-allemand, par Erich Honecker. On sait que, par exemple, dans la sinistre prison de Machava, ce sont des « experts » qualifiés de Berlin-Est qui sont à l'œuvre.

Et pourtant, le régime de Machel n'a pu définitivement écraser la résistance, laquelle, au cours des derniers mois, a gagné considérablement en efficacité. Les guerilleros font sauter des ponts, attaquent les convois militaires, commettent des attentats contre les trains et en fait font au Frelimo une guerre analogue à celle que ce dernier fit lui-même autrefois aux Portugais.

Une notable partie de la Résistance est issue du Frelimo lui-même, militants venus au maquis par désillusion, amertume ou désespoir et qui plongent à nouveau dans la clandestinité pour libérer leur patrie.



Daniel Lacerda Caetano, revenu en 1977 d'Union Soviétique après y avoir fait ses classes et qui vient récemment de passer au maquis, juge ainsi la situation : « Les gens ici n'ont aucun droit et aucune liberté. On les traite comme des chiens et les membres du parti sont les véritables seigneurs du pays ».

### COMME LES ANCIENS COLONIALISTES

Caetano précisait également que le territoire du Mozambique ne se contentait pas de recéler des camps d'entraînement à la guérilla en vue d'une guerre contre la Rhodésie mais qu'on y trouvait aussi des camps où des citoyens du Malawi, du Swaziland et du Kenia recevaient une éducation idéologique et un entraînement militaire.

Les fortes quantités d'armes livrées par l'URSS au Mozambique (dont des chars, des avions et des fusées) devaient en priorité être utilisées contre d'autres états africains, le but de Machel étant de transformer le continent africain en une série d'états communistes, ceci contre la volonté des populations locales.

La RDA n'est que trop heureuse d'apporter son aide à la réalisation de ce plan et, par ailleurs, elle peut être considérée comme le véritable sauveur du Mozambique.

Parce qu'il avait confiance en ces qualités bien allemandes que sont l'efficacité et l'esprit de suite, Machel a opéré au profit de la RDA une délégation de pouvoir telle qu'on en rencontre rarement de semblable dans le monde libre.

L'éventail des activités auxquelles se livre la RDA au Mozambique va de l'élaboration des programmes scolaires à la direction et au contrôle de tout l'appareil de propagande.

Jusqu'à un certain point, les grandes lignes de la politique de la RPM s'élaborent maintenant au sein du Polit-Buro de la SED de Berlin-Est. Domingos Arouca, président du « Front Démocratique uni du Mozambique », constatait lors d'une conférence de presse à Oslo « que les Allemands



de l'Est sont les véritables chefs du Frelimo. Ce sont eux qui organisent, jusque dans le détail, réunions du parti et autres manifestations politiques. Ce sont eux qui dirigent et contrôlent la police politique et ce sont eux encore qui constituent la garde personnelle de Samora Machel, forte de 200 hommes et exclusivement recrutée en RDA.

Fin mars 1979, le général Heinz Hoffmann, ministre de la Défense de RDA, lors d'une tournée d'inspection au Mozambique, a confirmé que la RDA était prête à défendre le socialisme sur le continent africain, précieuse déclaration à laquelle les responsables de Maputo ne se sont pas contentés de souscrire du bout des lèvres.

De gré ou de force ils achètent à la RDA des produits que cette dernière aurait bien du mal à écouler ailleurs et dont le Mozambique n'a nul besoin. A Maputo, le pain n'a qu'une existence sporadique, mais les « toasters »... et les cafetières électriques made in RDA sont plus faciles à trouver qu'une livre de vrai café !

Cette année, encore, le Mozambique a dû accepter de la RDA des livraisons de coke et alors que les géologues allemands recensent les ressources naturelles, le navire expérimental « Ernst Häckl » s'intéresse aux bancs de poissons au large des côtes du pays.

Si nous n'étions pas dans le dernier quart du 20ème siècle, nous pourrions supposer que le second état allemand est en train de créer et d'aménager sa première colonie en Afrique.

Il va de soi que, touchant la RDA, il ne saurait s'agir bien entendu, que de solidarité.

Mais qui diable oserait en douter ?

Henning von LOWIS.

*Rheinischer Merkur*

(n° 24 — 15 juin 1979).

Traduit de l'allemand par Buxières d'Aillac.



## LES LIVRES DU MOIS

**PAUL RASSINIER : LE MENSONGE D'ULYSSE  
et ULYSSE TRAHI PAR LES SIENS (réédition).**

Les œuvres et les hommes finissent toujours par retrouver leur place. C'est une maison d'édition « gauchiste », *La Vieille Taupe* (1), qui vient de rééditer *Le mensonge d'Ulysse* de Paul Rassinier, et *Ulysse trahi par les siens*, dont les premières éditions avaient été publiées à compte d'auteur, puis par la Librairie Française. C'est un des traits du capitalisme intellectuel de notre temps que de classer politiquement un écrivain d'après l'image de marque de son éditeur. Beaucoup de gens se représentent Paul Rassinier comme un écrivain « de droite », parce que les premiers livres ont été mis en vente par la Librairie Française et les autres par les éditions des Sept Couleurs. Rien n'est plus faux que cette interprétation et il est bon que ce nouvel éditeur rappelle ce que Paul Rassinier fut réellement.

On a trop souvent oublié que Paul Rassinier est, avant tout, un « homme de gauche », comme on disait en 1930. Professeur d'histoire d'abord, rédacteur en chef du *Travailleur de Belfort*, puis passé à l'opposition communiste avec Souvarine et Rosmer, collaborateur de la presse SFIO et de diverses publications libertaires et pacifistes, Paul Rassinier était essentiellement un militant du pacifisme et de l'antimilitarisme. Il fut déporté en 1942 au camp de Buchenwald où il resta jusqu'à la fin de la guerre. Il pesait quarante kilos lorsqu'il fut rapatrié en France par les services médicaux des troupes alliées. Dès son retour, il fut présenté par le parti socialiste comme candidat à la députation dans le canton de Belfort où il fut élu à une très large majorité. Il appartenait à la génération qui avait suivi Léon Blum, qui

---

(1) 16, rue des Fossés Saint-Jacques, Paris Vème.



avait mis son espoir dans le Front populaire de 1936, qui croyait au socialisme de Jaurès et de la grande tradition de la gauche. Pour lui, la vocation du parti socialiste était inséparable de l'attachement à la vérité et à la justice. Les hommes qu'il avait admirés dans sa jeunesse étaient ceux qui avaient courageusement combattu pour le pacifisme, contre la cruauté de toutes les guerres, contre les mensonges de toutes les propagandes. Et il fut très étonné à son retour de voir que cette tradition qui lui paraissait l'honneur de son parti était abandonnée au profit d'une confiscation de l'opinion et d'une altération systématique de la vérité sacrifiée à l'efficacité politique. L'après-guerre conformiste dans laquelle son parti s'installait était pour lui le contraire même de ce qui avait fait sa fierté, l'intransigeance de l'ancienne gauche contre le « bourrage de crâne » et les simplifications abusives de la propagande.

C'est dans ces conditions qu'il écrivit ses premiers livres. Il croyait rendre service à son parti, il se regardait comme le continuateur d'une des plus honorables traditions de la gauche en rectifiant, sans aucune intention de polémique, les exagérations de la propagande sur les camps de concentration. Il ne fit rien d'autre alors qu'une mise au point inspirée par sa propre expérience.

Son premier ouvrage, *Passage de la ligne* n'était qu'un témoignage. On ne sait pas assez qu'il fut loué à ce titre par toute une partie de la presse de gauche. « Déposition saisissante » déclarait *Franc-Tireur*, « lucide, intransigeant, terriblement honnête », disait *Le Populaire-Dimanche*, « mise au point discrète », disait le *Progrès de Lyon*, « émouvante bonne foi », soulignait *Le Parisien Libéré*. Il n'en fut pas de même pour son second livre *Le Mensonge d'Ulysse* que Rassinier regardait comme un ouvrage « révisionniste » analogue au livre célèbre de Norton Cru sur les exagérations de la propagande après la première guerre mondiale. La *Fédération nationale des déportés* réagit avec violence en exigeant un procès dans lequel elle se porta partie civile. Paul Rassinier, malgré son passé et ses titres, fut condamné à quinze jours de prison avec sursis, à 100.000 F. d'amende et 800.000 de dommages et intérêts. Les publica-



tions anarchistes et trotskystes furent seules à prendre sa défense.

Ce jugement scandaleux n'abattit pas son énergie. Il répondit pas un livre de « documents et témoignages », *Ulysse trahi par les siens*, qui était le recueil des différents articles qu'il avait publiés au réponse à ses détracteurs. Abandonné de ses amis, ne trouvant plus d'éditeur pour publier l'enquête plus large qu'il voulait donner comme suite à ces deux ouvrages, il se tourna alors vers des hommes dont il ne partageait pas les idées politiques, mais qui furent seuls alors à accepter le risque de publier ses nouveaux livres. C'est ainsi qu'il entra en relations avec les Editions des Sept Couleurs qui firent paraître *Le véritable procès Eichmon ou Les vainqueurs incorrigibles* (incorrigibles malgré les leçons d'honnêteté que leur avait données naguère Norton Cru) et *Le drame des juif seuropéens* (1).

Rassinier n'était pas antisémite, il n'avait pas cessé d'être antifasciste, comme il l'avait toujours été, il ne me cachait pas ses sentiments. Il restait un « homme de gauche » qui n'avait pas trouvé d'autre éditeur qu'un « homme de droite ». Et il collaborait au même moment à un journal de tendance libertaire, *La voix de la paix*, dans lequel il continuait à soutenir les idées qu'il avait toujours soutenues. Nos relations furent toujours cordiales et confiantes. Il découvrit avec surprise que je n'étais pas un monstre, et j'avais moi-même beaucoup d'estime pour lui.

Il n'est donc pas mauvais que son nouvel éditeur remette Paul Rassinier dans un contexte intellectuel et politique qui correspond aux convictions qu'il professa pendant toute sa vie. Il n'est pas sûr que cela diminue l'ostracisme dont Rassinier a été victime pendant longtemps parce qu'il refusait d'hurler avec les loups. Mais il n'est pas défendu d'espérer, même contre la vraisemblance.

\*  
\*\*

---

(1) *Défense de l'Occident* peut mettre à la disposition de ses lecteurs quelques-uns des très rares exemplaires qui restent de ces deux titres. Ils peuvent être envoyés sur demande au prix de Frs 90.00 + frais de port 10 %.



## ROBERT BRASILLACH EN ANGLETERRE ET EN ITALIE.

Nous ne pouvons, faute de place dans ce numéro, présenter comme il convient deux ouvrages importants consacrés à Robert Brasillach en Angleterre et en Italie.

L'un est la thèse de doctorat d'Etat présentée devant l'Université de Londres par le Dr Peter Tame sous le titre : *The mystique of fascism — Its ideological and artistic function in the works of Robert Brasillach*. Cette thèse est le second ouvrage universitaire important publié à l'étranger après celui du Professeur William Tucker, de l'Université du Texas, *The fascist ego, a political biography of Robert Brasillach*, dont nous avons rendu compte dans le n° 138 de *Défense de l'Occident* (mai 1976). La thèse du Dr Peter Tame fait l'objet d'un important compte rendu qui paraîtra dans le n° 26 du *Cahier des amis de Robert Brasillach* actuellement sous presse et qui sera repris aussitôt après par *Défense de l'Occident*.

Le second ouvrage est la présentation de l'œuvre et de la personnalité de Robert Brasillach par Giorgio Almirante, secrétaire général du MSI, sous le titre *Robert Brasillach*, aux Editions Ciarrapico. L'ouvrage est destiné à faire connaître l'œuvre de Robert Brasillach au public italien : il comprend des données biographiques et bibliographiques, un choix de textes traduits pour la première fois en italien et une très belle étude littéraire d'une sensibilité et d'une pénétration émouvantes. La résonance poétique de toute l'œuvre de Robert Brasillach, cette « voix » irremplaçable et partout présente, est admirablement décrite avec un talent et une sûreté critique qui sont un aspect peu connu en France de la personnalité si riche de Giorgio Almirante. Nos lecteurs pourront, du reste, en juger eux-mêmes, car notre intention est de publier dans le prochain numéro de *Défense de l'Occident* la traduction d'une partie de cette belle présentation.

---

Le Gérant : Maurice BARDECHE

N° Commission Paritaire : 26501

Imprimerie Nouvelle — 79100 THOUARS

Dépôt Légal : Janvier - Février 1980



## **Communiqué**

La guerre de 1939 fût déclarée par nous de manière illégale, en violation de l'article 15 de la Constitution de 1875.

Nous n'étions pas prêts. Le résultat fût celui prévu par les plus sensés. Le Maréchal eut à prendre en mains un pays perdu, il eut l'honneur en 1944 de remettre un pays sauvé, bien que déjà miné par ce qui allait être la collusion gaullo communiste.

Le rôle de l'A. D. M. P. est de chercher, non à réhabiliter le Maréchal, ce qui légitimerait le procès unique, mais à faire connaître l'homme et son œuvre, éminemment civilisatrice et salvatrice.

Par voie de conséquence, nous n'avons pas à réhabiliter les Chefs d'Etat contemporains du Maréchal. Seulement nous nous devons honnêtement de dire que ces hommes ont voulu éviter le conflit avec la France, même si ces raisons étaient contradictoires ou involontaires.

Si ces démarches étaient dans l'intérêt de nos compatriotes (sans lesquels le pays n'existe plus), il s'agit de le faire savoir.

L'éloignement du conflit aurait permis la réelle prise en charge de l'Empire. (Le gouvernement du Maréchal sut l'entreprendre).

Le Maréchal a servi son pays dès son entrée à Saint-Cyr jusqu'en 1939, sans chercher de tribune pour critiquer. S'il écrivait dans la « Revue des Deux Mondes », ou s'il prononçait un discours, c'était toujours pour enseigner, encourager, remercier le soldat français, favoriser la vocation civilisatrice de la jeunesse, lui ouvrir des horizons neufs : humilité, probité, foi.

Il accepte l'Ambassade en Espagne afin de réconcilier deux peuples latins éprouvés durement, épuisés, ayant besoin de paix.

Si, en 1940 il est désigné comme Chef de l'Etat, c'est qu'il était le seul de l'appareil « politique » en place (nommé par P. Reynaud, Vice-Président du Conseil) à avoir l'autorité morale pour prendre en mains une situation désespérée. Tout ceci, simple résumé, doit être énoncé et annoncé à tous ceux qui font l'honneur d'assister aux réunions, et surtout aux jeunes dont l'éducation historique est faite à l'opposé de la vérité, et qu'ils ont le droit de savoir pourquoi la France en 1979 est aussi mal.



**Numéros anciens de Défense de l'Occident :**

Première série (1948-1960) : chaque No 21 Frs

Deuxième série (1960-1975) : chaque No 21 Frs

Tarif spécial pour quelques numéros devenus très rares

**Complétez dès maintenant vos collections**



Liste des numéros spéciaux de **Défense de l'Occident** actuellement en vente (chaque numéro fascicule : 21 Frs t. t. c.) :

L'Heure des paysans (1963).

La Jeunesse (1964).

Drames et problèmes de l'Afrique (1965), **prix spécial.**

Où mène le gaullisme (1967), **prix spécial.**

Crimes de guerre des alliés (1965).

L'Aggression israélienne et les conséquences (1967).

Les Nouveaux communistes (1968).

Le Rideau de fer bouge (1968).

La Comédie de la révolution (1968).

Les Fascismes inconnus (1969).

Le Fascisme dans le monde (1970).

La croisade antibolchévique, fascicules I, II et III (1974).

La Droite vue d'en face (1975).

Vingt-cinq ans contre l'imposture (1978).

Le Souvenir de Robert Brasillach (1975).